

Citoyenne Démocratie

vous propose

X21- Démocraties Directes invite... Paul-Antoine Martin

Le clan des démocrates directes ?

Mardi 11 février - 21h00

co-hôtes

X21 – Démocraties Directes invite...

Émission du 11/02/2025 sur DDs TV
<https://democratiesdirectes.org/index.php/dds-tv>

Verbatim total transcrit par IA

[Intervenant 5] (0:00 - 0:40)

Vous savez, parfois on n'est pas préparé pour l'adversité. Quand ça se passe, on est parfois touché. On ne sait pas exactement comment le gérer quand ça arrive.

Parfois, on ne sait pas ce qu'il faut faire quand l'adversité s'accroche. Et j'ai de l'advice pour tous. Je l'ai appris de notre pianiste Joe Zabidou, qui a écrit ce morceau.

Et ça ressemble à ce que vous devez dire quand vous avez ce genre de problème. C'est appelé... Merci.

Merci. Merci.

[Intervenant 6] (1:07 - 1:12)

Bonsoir, Rolando Martin. Bonsoir, Stéphane. Bonsoir, tout le monde.

[Intervenant 1] (1:13 - 1:14)

Bonsoir.

[Intervenant 6] (1:14 - 1:40)

À tous nos habitués et à ceux qui le sont un peu moins, d'arriver. Je vous invite bien entendu tous à partager ce space afin d'avertir votre communauté ou vos followers. Stéphane, je t'ai envoyé une invitation à côté.

Peut-être que, comme d'habitude, tu vas te retrouver confronté à ce fameux problème où tu n'arrives pas à monter. Bon, on avancera comme ça malgré tout.

[Intervenant 2] (1:42 - 2:35)

Donc, ce soir, nous recevons Paul-Antoine Martin que l'on va bien sûr vous présenter pour ceux qui ne le connaîtraient pas et n'auraient pas entendu parler de son travail à travers son dernier ouvrage, *Le clan des seigneurs*, qui a fait grand bruit, mais qu'on va représenter. Et on va bien sûr s'interroger, comme à notre habitude, sur les principes et intérêts d'une démocratie réelle, qu'on nomme démocratie directe, pour en faire la distinction de la démocratie qui se veut être démocrate, démocratie mais qui n'est absolument rien. Pour le moment, Hervé, j'ai vu ta demande.

Je vais noter les demandes de prise de parole. Pour le moment, on va d'abord laisser Paul-Antoine se présenter, intervenir. Tout d'abord parce que ce soir, on va avoir un space qui ne dépassera pas deux heures puisqu'on a cette contrainte de temps qu'on va essayer cette fois-ci de tenir.

Stéphane, est-ce que tu m'entends ?

[Intervenant 3] (2:35 - 2:56)

Oui, bonsoir, démocratie. Je t'entends très bien. J'espère que tout le monde m'entendait bien.

Bonsoir, Paul-Antoine, et merci d'avoir accepté notre invitation. C'est avec grand plaisir. Je te rends la parole, démocratie, avant que je ne fasse des présentations d'usage et des règles déroulées.

Maître de cérémonie, comme à l'infini, ce sera parfait.

[Intervenant 2] (2:57 - 3:23)

Je vais te laisser justement puisque là, les gens commencent à arriver. Encore une fois, je vous invite à partager le space parce qu'il n'est pas toujours très bien référencé. Il y a eu un petit bug, par exemple, hier soir où le space n'était pas visible dans la liste des spaces en cours.

Donc, n'hésitez pas à le partager pour le rendre encore plus dynamique avec plus d'intervenants possibles. Et puis, je vais tout de suite laisser Stéphane effectivement présenter les règles de ce space et puis notre invité. Je t'en prie, Stéphane.

[Intervenant 3] (3:25 - 8:20)

En premier lieu, je voudrais rappeler qui nous sommes ou plutôt ce que nous faisons. Donc, Démocratie directe n'est pas un parti, ce n'est pas un mouvement, ce n'est pas un collectif, ce n'est pas un groupe de réflexion, ce n'est pas une association et ce ne sera jamais rien de tout. Je le précise parce que nous avons de nombreux contacts en AMP ou par nos réseaux sociaux qui ne comprennent pas bien qui nous sommes.

Donc, je tenais à préciser, nous sommes une simple initiative citoyenne. Nous ne vous demanderons jamais d'argent ni d'investissement de quelque nature que ce soit qui puisse mettre en danger votre intégrité psychique, physique ou sociale. En tant qu'initiative démocratique, nous avons pour mission de rassembler, de fédérer, d'informer, éventuellement d'acter pour une citoyenneté enfin mature, qu'elle soit anonymisée, c'est le cas de Cali et de Montrôte, ou à visage découvert, ce qui est mon cas.

Comme je le dis souvent, nous n'avons besoin de personne, mais nous avons besoin de tout le monde. La temporalité est sans importance dans notre combat, on n'arrête pas une idée non personnifiée en marche et si demain une fenêtre démocratique s'ouvre, nous nous devons de saisir cette opportunité et d'être prêts. Ceci dit, je vais pouvoir tout de suite vous expliquer les petites règles habituelles de nos émissions.

La sexualité, la santé, la religion et le vote sont appelés à rester dans la sphère privée. La polterie, les attaques personnelles et les procès d'intention n'ont pas leur place dans cette agora. Mais par les foires, les insultes, les propos répréhensibles légalement, les trolls sont

immédiatement sanctionnés par une éclusion.

Néanmoins, aucune censure d'expression ne sera pratiquée dans le respect de la législation en cours, l'opposition bienveillante, la critique constructive et respectueuse, la divergence d'opinions sont vivement encouragées, y compris et surtout de la part de nos auditeurs et de nos intervenants. Le savoir-être, le savoir libre doit être au service du savoir-faire. La citoyenneté est un état transversal de notre humanité que nous nous devons de développer.

Nous préconisons éventuellement à l'invité de poster dans les épingles s'il le désire les ressources qu'il veut bien nous donner en plus de celles que nous mettrons. Nous prendrons en compte, dans la mesure du possible aussi, vos remarques et questions ou suggestions posées dans la bulle par les auditeurs qui ne veulent pas intervenir. Les grottes et les interventions peut-être de temps en temps prioritaires doivent eux aussi demander la parole s'ils l'ont bien respectée.

Nous vous rappelons que ce space est enregistré et que nous en tirons une extraction via IA. C'est pour cela que nous vous demandons de respecter scrupuleusement l'écoute et le temps de parole et de ne pas couper les gens au moment où ils parlent afin que l'IA aussi puisse nous faire une transcription, un verbatim, qui servira de marqueur et peut-être d'archive pour la postérité sur certaines de nos émissions. On vous demande donc de ne pas couper la parole aux intervenants comme aux auditeurs questionnants pour favoriser le confort d'écoute des tous et une compréhension optimale.

Durée de ce space, comme l'a dit justement Kali à la demande de notre invité Paul Antoine, de 21h jusqu'à 23h. On file plus avec affinité, mais ce sera du libre arbitre de Paul Antoine. Nous essaierons de toute façon, quoi qu'il en soit, de respecter cette horaire.

Je vais maintenant présenter notre invité si tant est qu'il en ait besoin. Paul Antoine Martin est un ingénieur diplômé de Centrale-Supélec et autrement connu pour son livre *Le clan des seigneurs, immersion dans la caste d'État* sorti chez nous en 2023. Il a travaillé dans divers secteurs industriels, notamment dans un grand groupe pétrolier anglo-néerlandais et dans un groupe français au service des industries.

Il a aussi occupé des postes de direction dans les ports maritimes et tenu la présidence d'une petite société de traite ferroviaire. Dans son avant-dernier ouvrage, il critique sévèrement les hauts fonctionnaires issus des grandes écoles comme Polytechnique, Pont des Chaussées, l'ENA, ce qu'il appelle la « noblette d'État ». Il décrit dans le détail leur « esprit de caste », leur goût pour les privilèges et leur comportement qu'ils jugent problématiques, mettant en lumière ce qu'ils perçoivent comme une « élite déconnectée et privilégiée ».

Le livre a suscité un débat sur la méritopatie, l'élitisme et la manière dont les grandes écoles et les hauts fonctionnaires de France influencent la politique et l'administration. Il questionne la transparence, l'équité et l'efficacité du système administratif français. Ses critiques, ses analyses ont suscité des discussions sur la gouvernance et l'intégrité, faisant de lui une voix notable dans le débat public sur ces sujets et il a grandement encouragé une réflexion sur la réforme de l'État, dont son invitation, bien entendu.

Son prochain livre, « *Le temps des pervers* » *Burnout, l'épidémie du siècle*, sortira le 6 mars 2025, sera, à n'en pas douter, un autre pavé dans la mare de la bienvenissence. Très actif dans la critique constructive sur X, il met souvent en exergue l'absence de démocratie au sein de nos institutions. Quelle sera-t-il de la démocratie directe ?

Vous comprenez que Paul-Antoine Martin a toute sa place au sein de nos émissions. Merci beaucoup de votre venue, Paul-Etienne, je te rends la parole aussi des bureaucraties.

[Intervenant 2] (8:23 - 8:46)

Oui, merci Stéphane pour le rappel de ces règles que vous avez, bien sûr, à respecter pour nous faciliter la tâche, pour montrer que nous sommes entre gens de bonne tenue et puis surtout pour rendre ce space le plus agréable possible à tout le monde. Et puis bien sûr, merci pour cette présentation de Paul-Antoine. Paul-Antoine, est-ce qu'il y a des choses à préciser, à redire sur cette présentation de Stéphane ?

[Intervenant 1] (8:46 - 11:19)

Eh bien, j'ai trouvé cette présentation remarquable, très précise, très fine et à la fois synthétique. Donc, merci, c'est très clair, c'est très clair et je n'ai rien de particulier à ajouter. Peut-être un tout petit détail.

Je fais un... C'est quelque chose de... Effectivement, c'est vraiment un détail, mais il a son importance.

Ma critique porte avant tout sur les hauts fonctionnaires qui appartiennent aux grands corps d'État, c'est-à-dire aux cinq grands corps d'État qui sont... Qui recrutent avec les meilleures sorties de l'ex-ENA, aujourd'hui, et INSP, et des meilleurs de Polytechnique et de Normalsup. Voilà, ce n'est pas tous les élèves de Polytechnique ou tous les élèves de Normalsup, parce que j'ai reçu des messages, j'ai beaucoup de messages de personnes, effectivement, ayant fait Polytechnique et qui se distinguent très, très, très fortement de ces grands corps d'État, de cette super élite, on va dire.

Et l'un d'eux qui est devenu... Enfin, qui est un homme qui a une grande voix et qui s'est fait connaître au public lors des auditions de la commission d'enquête sur la perte de souveraineté énergétique de la France, Yves Bréchet. Yves Bréchet, qui est polytechnicien, ancien haut commissaire d'énergie nucléaire, qui me disait « Il faut casser l'alambic à connard » et il a cette parole fleurie que j'aime beaucoup.

Donc il faut bien distinguer le polytechnicien qui, comme lui, n'a pas fait un grand corps d'État, qui n'est pas sorti dans les tout premiers et ceux qui sont sortis dans les tout premiers et qui, ensuite, bénéficient de privilèges absolument délirants. Voilà, c'est ça l'objet, en fait, de mon livre. Mais c'est aussi un système très français qui, finalement, a construit une petite caste extrêmement puissante qui détient aujourd'hui tous les pouvoirs, quasiment tous les pouvoirs, qui a un réseau extrêmement solide et qui fait fi complètement de toute démocratie parce que leur seul objectif, aujourd'hui, ce n'est plus servir l'État comme ils ont pu le faire il y a 50 ans ou 40 ans, mais c'est se servir en asservissant.

[Intervenant 2] (11:19 - 11:35)

Voilà. C'est ce que vous appelez la noblesse d'État, en fait, c'est-à-dire que c'est la caste, en quelque sorte. C'est la super-caste.

C'est la super-caste. C'est vraiment l'extraction la plus pure, en quelque sorte, des hauts corps d'État.

[Intervenant 1] (11:35 - 11:41)

Oui, c'est ce que Yves Bréchet illustre par l'alambic, l'alambic, on va dire.

[Intervenant 2] (11:42 - 12:20)

Oui, oui. Et ce qui est intéressant, parce que dans ce que vous décrivez, en fait, justement, c'est que vous avez déjà une analyse qui pose des questions. Et on va essayer de vous questionner maintenant pour obtenir vos réponses.

Parce que dans cette œuvre, Le clan des seigneurs, où vous questionnez sur cette caste d'État et sur la noblesse d'État, comme vous venez de le dire, vous indiquez, en fait, que cette caste a un fonctionnement qui est égoïste, déconnecté de la réalité du terrain, parfois même cynique ou corrompu. Et ce qui m'a intrigué...

[Intervenant 1] (12:20 - 12:21)

Elle est avant tout cynique et corrompue.

[Intervenant 2] (12:22 - 13:06)

Alors voilà, vous avez répondu finalement à ma question avant même que je ne la pose, parce que je voulais vous demander si vous diriez plutôt que cette caste est majoritairement déconnectée et donc, on pourrait presque dire, incompétente, ou est-ce qu'elle est plutôt véritablement égoïste, cynique et donc, de fait, corrompue. C'est ça. Si j'ai bien compris, c'est la deuxième solution qui est retenue, c'est-à-dire qu'il y en a peut-être qui est déconnectée et donc, possiblement, dans une forme d'incompétence du fait de cette déconnexion, mais c'est avant tout le fait d'avoir fait sécession de la République, du système qui se prétend démocratique et de la société de façon générale, qui sont censés pourtant servir au plus haut niveau, qui les amène à être vraiment dans cette expression la plus pure de l'égoïsme, du cynisme, et par ce biais, d'être des éléments les plus corrompus qu'ils soient.

[Intervenant 1] (13:06 - 17:08)

Oui, c'est une sécession et c'est la pire des sécessions puisque c'est une trahison. C'est vraiment le... l'exemple type de la trahison des élites, dont on parle aujourd'hui et qui n'existe pas qu'en France.

C'est avant tout, effectivement, quand on vit... Alors, à la base, il y a autant de cyniques que de corrompus dans la société, mais, pour reprendre l'expression que j'aime bien d'Yves Bréchet qui parle de cette alambique, c'est-à-dire que cette... On va prendre le...

On va prendre le nectar, on va dire. Il rentre, en fait, ces individus dans un univers qui est... que j'appelle dans mon livre « Tous pour un pour tous », c'est-à-dire, ils se retrouvent complètement pris dans un système qui les sert et qu'ils doivent servir.

Donc, c'est un système mafieux. Et tant qu'ils le servent, ce système, ce système les porte le plus haut possible pour eux. Et donc, ça suppose...

ça suppose, effectivement, égoïsme, parce qu'ils s'attribuent tous les pouvoirs, ils s'attribuent des pré-banques, ils s'attribuent des privilèges, ils obtiennent le pouvoir et, à partir de là, effectivement, ils se considèrent extrêmement supérieurs et cyniques. Et puis, ben... Et puis la corruption va avec, bien évidemment.

Mais là, il y a quand même une différence. C'est-à-dire que c'est aussi un signe des temps, parce qu'il y a 50 ans, c'était pas comme ça. Nous vivons aujourd'hui encore en France avec les grands projets qui ont été développés dans les années 70-80.

Depuis, on n'a plus développé de projet. La machine, la machine, comment dire, a propulsé la France dans l'avenir et dans un futur prospère. C'est arrêté.

Or, c'est la mission de cette élite-là. Auparavant, on avait une élite qui avait, parce qu'elle était sortie de la guerre, parce qu'elle avait bénéficié d'un recrutement qui alliait à la fois une grande capacité intellectuelle, mais aussi une grande épaisseur humaine, parce que le recrutement pour l'ENA, comme l'a institué le général De Gaulle, avec l'idée initiale de Jean Zet et mis en musique par Debré, s'est effectivement recruté sur la base d'aptitudes intellectuelles, mais aussi d'une épaisseur humaine, de valeurs comme peuvent l'être le courage, l'abnégation, le sens du sacrifice. Et la conjonction avec la grande aptitude intellectuelle a conduit à avoir des hommes et des femmes qui servent un pays pour le meilleur, on va dire. Or aujourd'hui, le recrutement n'est plus du tout basé sur cette épaisseur humaine et on a des individus qui sont avant tout des bêtes à concours et qui sont recrutés sans aucune idée quant à leur courage, sens du sacrifice, etc.

Et quand ce sont de toute façon des valeurs qui se perdent année après année, on a de fait dans cette élite qui se retrouve appartenir à un clan extrêmement fermé des individus

qui ont à la fois une certaine aptitude intellectuelle que je distingue de l'intelligence et qui ne brillent pas par leur courage, leur sens du sacrifice, etc. Donc ils ont perdu le sens de l'État et ils se sont orientés vers le bénéfice à très court terme pour eux-mêmes et pour leur corps d'appartenance.

[Intervenant 2] (17:10 - 18:01)

Avant de passer la parole à Stéphane qui me semble avoir vu lever la main même si je ne la vois plus, finalement, moi j'ai le sentiment que ce que vous décrivez c'est qu'il y a trois conjonctures qui ont favorisé l'émergence de cet égoïsme, de ce cynisme et ce qui a facilité la corruption de ces élites. C'est premièrement un recrutement qui est, comme vous l'expliquez, tourné vers des personnes qui sont plus des bêtes à concours que des personnes qui ont l'intérêt de l'État chevillé au corps. Deuxièmement, peut-être aussi, eh bien, un système qui ne forme plus comme c'était le cas auparavant sur des valeurs mais maintenant sur, finalement, presque de la technique pure et dure et avec une forme de valorisation de ces élites comme étant justement des élites avant d'être des serviteurs.

Et puis, le troisième élément qui, à mon avis, vient permettre cela, c'est qu'il n'existe plus de véritable contre-pouvoir pour s'opposer à ces principes de corruption qui s'appliquent à cette caste.

[Intervenant 1] (18:02 - 22:24)

Oui, alors, tout à fait d'accord sur le premier point. Le deuxième point, et puis, je reviendrai sur le troisième point après. Donc, sur le deuxième point, effectivement, c'est cela, avec un contexte qui les a, qui a été, à mon avis, générateur de cette transformation pour le pire, c'est la vague de privatisation à partir des années 80, 83, 85, etc.

À partir de ce moment de privatisation, ceux qui ont préparé les privatisations étaient les hauts fonctionnaires qui appartenaient aux ministères, différents ministères, que ce soit de l'industrie, enfin, à l'époque, je ne sais plus ce qui existait comme ministère, ça a bien changé depuis, mais, bon, ils appartenaient donc aux ministères et ils ont préparé donc, la privatisation. Et, ils se sont servis, au passage, en comprenant que la privatisation est devenu une opportunité énorme pour eux, puisque ça leur permettait de, comment dire, de développer considérablement leur carrière et leur portefeuille. Donc, ces gens-là, on les a retrouvés dans les boards des grandes entreprises du CAC 40, anciennement privatisés, et ils ont fait leur carrière, donc, 40% aujourd'hui, il y a un des des entreprises du CAC 40 sont dirigées par des hauts fonctionnaires.

Il faut savoir, ça montre à quel point aujourd'hui, ils ont le pouvoir en France. Ces privatisations ont accéléré et ont accéléré où ont été l'origine de la corruption. C'est-à-dire qu'ils ont perdu à ce moment-là le service de l'État puisqu'il y avait de l'argent à se faire dans le privé, mais en utilisant le carnet d'adresse et le trampoline que permettait une fonction dans un cabinet ministériel ou un poste de haut fonctionnaire dans une grande administration.

Et donc, c'est là que ça a commencé à diverger avec le service à l'État et ils sont devenus en fait des mercenaires. Ces grands corps d'État sont devenus des mercenaires et ont favorisé effectivement la corruption le pantouflage et on appelle ça comme ça le passage de la haute fonction publique au privé qui se fait avec grosse augmentation de salaire, grosse accélération de carrière, aucun risque puisque la personne reste au chômage. Et si par hasard elle avait un écueil sur sa carrière dans le privé, la haute fonction publique a l'obligation de la reprendre avec l'accélération l'ancienneté et la carrière qu'elle a acquise parce que cette carrière a continué à progresser en parallèle de la carrière dans le privé.

c'est un système pile je gagne face je gagne et pile les citoyens vous perdez et face vous perdez. Donc, la corruption a commencé comme ça. Ensuite, il y a eu ce pantouflage qui s'est surdéveloppé année après année a conduit finalement au capitalisme et aux l'absence de classes décongelées née sur le est tenue dans la corruption et dans puisqu'ils ont aujourd'hui tous les pouvoirs.

Donc à partir de là, il suffit de placer des copains dans les administrations ou dans les institutions qui vont bien, pour absolument annihiler tous les ressorts vertueux que la Ve République pouvait avoir.

[Intervenant 2] (22:25 - 22:27)

Merci pour la réponse. Stéphane, je t'en prie.

[Intervenant 3] (22:28 - 24:30)

Oui, je vais revenir un tout petit peu en arrière dans votre exposé que vous venez de faire en répondant aux trois points de Cali. Et je ne veux pas dans cette question essayer de leur prouver éventuellement des circonstances atténuantes. Comme on dit, on n'est pas dans un tribunal, mais ça pourrait l'être.

En tout cas, il est clair que vos livres sont des réquisitoires, sans aucun doute. Je voulais me poser une question que j'ai évoquée d'ailleurs hier. On a eu la chance de recevoir Valérie Bugot et on parlait du niveau de compétence et surtout du niveau de formation et d'instruction de certaines personnes.

Alors là, on parlait hier soir beaucoup plus du secteur de l'entreprise, des hautes études de commerce, du commerce international et du droit. Mais est-ce que vous aussi vous faites un constat sur le niveau de compétence, le niveau d'instruction, le niveau qui est demandé à la fois à l'entrée et l'objectif requis en termes de capacité d'analyse, en termes de savoir-faire. Et pour donner un simple exemple, nous discussions hier soir en termes d'économie et nous avons constaté à un moment donné que chez les économistes de la nouvelle génération, alors j'entends ceux d'il y a 10, 15, 20e d'année à peu près, vous avez bien situé la bascule, on ne parlait même pas dans les programmes de la création monétaire.

Est-ce que vous pensez aussi que là il y a eu une volonté ou alors c'est simplement une baisse de niveau, que l'enseignement soit plutôt tiré vers le bas que vers le haut et est-ce que vous pensez que c'est le cas par un abaissement général des exigences ou des programmes ou si simplement c'est une volonté induite, pernicieuse de priver parfois l'étendue et la largeur des programmes de vos enseignants qui vont devenir ces futurs hauts fonctionnaires et qui vont devenir de fait par cette organisation presque mafieuse nos dirigeants actuels. Est-ce que vous en pensez Antoine ?

[Intervenant 1] (24:32 - 28:05)

Moi je vois plusieurs points. Alors je ne sais pas comment était l'enseignement il y a 50 ans mais je vais vous donner un exemple qui va être un élément de réponse. Je vais vous citer un homme qui est un très grand serviteur de l'état, un homme qui s'appelle Jean-Marc Sauvé, qui a été vice-président du conseil d'état et qui s'est rendu compte que le niveau moral ou le niveau de déontologie de cette élite était si faible qu'il a jugé nécessaire d'intégrer des cours de déontologie depuis une dizaine d'années à l'ENA.

Donc ça me paraît être un signe assez important. Donc là déjà on voit un premier axe qui est une baisse ou un faible niveau voire une absence de déontologie. Ça c'est un point important parce que c'est un point qui permet la corruption, qui permet l'absence de limites, que je critique avant tout en fait parmi ces individus.

Le deuxième point, la baisse de niveau, je ne sais pas dire, ce que j'ai constaté en tout cas c'est un niveau culturel faible, ça c'est sans conteste un niveau culturel faible. Alors moi je parle du côté scientifique, je n'ai pas côtoyé d'ingénieurs généraux des finances par exemple, ou de membres du conseil d'état, qui a priori devraient être plus cultivés que ceux qui sont sortis de l'ics ou de Domasup Sciences. Bon là effectivement il y a un niveau culturel qui est faible, voire vraiment faible.

Or à mon sens on ne peut pas être dans l'élite, on ne peut pas constituer l'élite sans un

niveau culturel très solide. Et enfin le troisième point qui me paraît être un point fondamental, c'est le conformisme. Et je ne vois pas, je n'ai pas vu de capacité, comment dire, de capacité à l'innovation, capacité à sortir du rang.

C'est le conformisme avant tout, parce que c'est le conformisme qui est récompensé. Or comme ces individus ont perdu la majorité, une vraie déontologie, le conformisme est d'autant plus possible, et d'autant moins gênant pour de tels esprits. Voilà donc à mon sens il y a trois facteurs, il y a la perte de déontologie, que j'associerais à un début d'un moralisme, perte de niveau, et puis volonté, et puis un certain conformisme.

Et je pense que les trois sont absolument délétères pour une élite.

[Intervenant 3] (28:10 - 30:05)

Oui, ça me semble assez évident, mais on peut constater, alors ce n'est pas du tout, moi de là, bien entendu, ne me faites pas un procès d'intention, dans ce que je vais dire, il y a aussi une baisse de niveau général, en règle constatée, de la population, de l'abritissement de ces citoyens qui sont devenus que des consommateurs de masse, d'une forme de conformisme. C'est un état qu'on retrouve général dans toute la société actuelle, et ce n'est pas forcément, je dirais, une volonté qui ne s'applique qu'entre guillemets à nos élites. On peut le constater à tous les niveaux, et pas forcément dans la fonction publique, on peut constater cette volonté de normalisation, cette absence de sens critique, ce tissement de consommation exacerbé, de perte des valeurs.

Ce n'est pas dans ma bouche un propos moral, mais on constate que notre société sur les deux dernières décennies a accentué cette espèce de pression et de normalisation qui fait de nous que des simples électeurs, des simples abstentionnistes, en tout cas des consommateurs. Et pour ceux qui ont un petit peu d'ambition, bien justifiée ou non, peu importe, ce n'est pas à nous de juger, on se rend compte que là aussi, on s'inscrit dans cette forme de conformisme. Est-ce que vous y voyez, vous, une espèce de grande planification un peu complotiste, qui viserait dans la durée à ce qu'on soit de plus en plus manipulable du bas vers le haut, ou du haut vers le bas ?

[Intervenant 1] (30:05 - 30:59)

Ce qui est certain, c'est que ministre de l'éducation, après ministre de l'éducation, ils nous parlent tous de l'excellence de l'école de la République et de l'excellence du savoir, de la volonté de donner aux élèves le meilleur savoir, etc. Et il faut se constater qu'année après année, ça ne fait que se dégrader. Donc soit c'est un échec absolument total que l'on essaie de masquer, soit c'est une volonté.

Il semblerait qu'effectivement, en tout cas ce qui est certain, sans qu'il y ait une volonté, parce que ça, une volonté, il faut arriver à pouvoir le démontrer, ce qui est certain, c'est que la bêtise généralisée aide le pouvoir. Donc ils ne vont pas chercher à élever, contrairement à ce qu'ils disent, le niveau de la population.

[Intervenant 2] (31:00 - 33:07)

C'est surtout qu'il aide le pouvoir, et puis il aide le pouvoir à être ce qu'il est. On l'a vu récemment, quand on a un premier ministre qui engage la responsabilité de son gouvernement sur un texte, dont il ne maîtrise pas le contenu, puisqu'il ne se rend pas compte que le seuil de TVA pour les auto-entrepreneurs est abaissé, et que du coup, il est dans l'obligation presque de se censurer lui-même. Après coup, on a bien la preuve qu'on est de façon généralisée depuis de nombreuses années maintenant, face à des responsables qui se dégradent en termes de compétences, de qualité, d'intelligence, on pourrait même dire.

Ce que moi j'appelle l'hylocratie, mais qui, en bon lexique, s'appelle la kakistocratie, la gouvernance par les plus mauvais. Forcément, quand on a au sommet de l'État une kakistocratie, eh bien ça se répercute sur tous les échelons inférieurs, parce qu'avec des mauvais, on ne fait que des mauvais. Et donc, quand bien même ils souhaiteraient faire

quelque chose pour le système scolaire ou autre, ils n'en sont pas en capacité.

Et c'est là peut-être tout le problème, c'est que si tout en haut c'est défaillant, ça se répercute sur tout le reste de la pyramide. Et du coup, à la base de la pyramide, il n'y a plus d'élévation des individus, ce qui ne permet pas dans les grands corps d'État, dans les grandes écoles en quelque sorte, d'avoir suffisamment de matière pour satisfaire une forme de méritocratie, d'élitisme suffisamment élevé. Et c'est d'ailleurs un peu ce que vous dénoncez, puisque dans votre livre, vous questionnez sur la méritocratie, sur l'élitisme, sur la manière dont ces grandes écoles et ces hauts fonctionnaires font l'administration.

Et que du coup, on a moins de transparence, moins d'équité, moins d'efficacité. Mais peut-être tout simplement parce que les individus en eux-mêmes sont moins qualitatifs. Du fait qu'ils soient moins qualitatifs, forcément il y a moins d'efficacité.

Et puis il faut cacher ce manque d'efficacité et de qualité, d'où l'absence de transparence. Donc du coup, si vous aviez la baguette magique, qu'est-ce que vous feriez pour rendre ce système administratif, et on va parler pour le moment que du système administratif, plus transparent parce que plus équitable et plus efficace ?

[Intervenant 1] (33:07 - 35:24)

Et bien, quand vous avez évoqué la caquistocratie, c'est effectivement le terme qui fonctionne très bien dans ce cas-là. Alors vous avez dit « avec des médiocres, on ne fait que des choses médiocres », mais avec des médiocres, les médiocres ne s'entourent que de médiocres. Et donc, il y a une image que j'emploie dans ce livre, c'est que la médiocrité s'étale comme une tâche d'huile.

Et c'est absolument dramatique, et c'est ce que l'on constate en fait depuis quelques temps. La médiocrité atteint tous les niveaux et tous les secteurs du pays. Alors, avec une baguette magique, qu'est-ce que je ferais ?

Eh bien, la caquistocratie, c'est l'antichambre de la corruption pour moi. Parce que le médiocre n'est pas nécessairement un corrompu ou un futur corrompu, mais ce qui est certain, c'est qu'un groupe de médiocres va faire en sorte de se maintenir et donc va utiliser la corruption. Et donc la corruption va se développer à partir de là.

Des grands esprits n'ont pas besoin de la corruption, des grands visionnaires n'ont pas besoin de la corruption, parce qu'ils dépassent tout ça, et ils ont suffisamment de vues et d'intelligence pour ne pas en avoir besoin. Donc la caquistocratie est génératrice de corruption, donc d'inversion des valeurs. Et donc cette baguette magique, pour moi, ça serait de retrouver la valeur du courage, la valeur d'abnégation, la valeur de sacrifice, qui sont les valeurs qui ont permis au pays de se redresser après la guerre.

Parce que c'est sur des êtres qui ont montré qu'ils avaient fait preuve de ces valeurs-là que le pays a parié pour se redresser.

[Intervenant 2] (35:27 - 36:26)

Donc si j'ai bien compris, cette baguette magique, c'est bien d'en prendre ce principe, parce que du coup on n'est pas là dans ce que je vais sûrement vous questionner par la suite, le principe de la réforme qui est beaucoup plus factuel et formel, mais le principe de la baguette magique pour vous serait de changer finalement la nature même des individus de notre société actuelle en étant plus courageux. Et peut-être en quelque sorte, en utilisant le fameux adage qui dit que les temps de guerre créent des hommes forts, les hommes forts créent des temps de paix, les temps de paix créent des hommes faibles, les hommes faibles créent des temps de guerre.

C'est-à-dire que nous sommes dans un cyclisme, dans des cycles, qui font que n'ayant pas connu de grandes difficultés depuis 80 ans, la société s'est en quelque sorte nécrosée quant à ces individus, ne faisant plus preuve de courage et de valeur, de noblesse en

quelque sorte, permettant de combattre cette caquistocratie.

[Intervenant 1] (36:26 - 36:48)

Oui, la corruption est avant tout une corruption de valeurs, c'est-à-dire qu'avant toute corruption qui pourrait être financière, économique, etc., il y a la corruption des valeurs, il y a la corruption des liens sociaux, il y a la corruption de la compétence, tout ce qui fait qu'une société va devenir solide ou pas.

[Intervenant 2] (36:51 - 37:54)

Alors justement, je pense que là on a un constat qui est intéressant je dirais d'un point de vue anthropologique, puisqu'on a conscience que c'est la société dans son ensemble qui finalement accepte cette caquistocratie, qui par conformisme, par confort, par l'HT, ne fait pas en sorte que cette société redevienne ce qu'elle pourrait être. Du coup, là on va rentrer un peu plus dans le pragmatisme. Si vous aviez deux réformes, deux, trois, enfin quelques réformes à proposer, parce que c'est aussi ce que questionne votre ouvrage « Le clan des seigneurs », c'est qu'est-ce qu'il va falloir faire pour réformer cet État ?

On se pose la question de la réforme de l'État. Et donc, là on ne parle plus de baguettes magiques, on va arrêter la magie, on va se mettre dans le pragmatisme. Quelles seraient les premières réformes que vous proposeriez pour justement faire en sorte que cet État se réforme dans le bon sens et qu'on puisse réenclencher la machine vers un progrès ?

[Intervenant 1] (37:57 - 42:42)

Alors, la question est... J'aime beaucoup votre façon d'aborder les sujets. Je vous le dis, c'est la première fois que je fais un Space avec vous, mais j'aime beaucoup.

Pour moi, il n'est pas politique, il n'est pas économique, il est avant tout moral et spirituel. Je ne vais pas parler de spirituel, je vais parler plutôt de moral. A mon sens, le premier problème auquel nous sommes confrontés et qui a conduit la société ou qui a conduit le pouvoir à être ce qu'il est aujourd'hui, c'est un problème moral.

Et je dirais que première réforme, elle va toucher la haute fonction publique. Et le premier sujet qu'il faut supprimer, c'est le pantouflage et le rétro-pantouflage. C'est absolument fondamental.

Ensuite, on peut s'interroger sur la puissance des grands corps d'État aujourd'hui. Déjà, la première mesure est absolument fondamentale, mais je vais illustrer la difficulté du sujet avec ce que je vais vous dire, et qui montre à quel point le sujet est complexe et qu'aucun politique n'en parle. En avril 2019, Macron a lancé, un peu comme il fait d'habitude, grande annonce suite à la révolte des gilets jaunes.

Macron a fait le lien entre révolte des gilets jaunes et ultra corporatisme des grands corps d'État. Et donc, à la Macron, c'est souvent le constat est juste, derrière, c'est derrière que ça se complique. Donc, peut-être qu'il l'a fait par opportunisme, mais toujours est-il qu'il a dit, et moi j'ai trouvé ça tout à fait intéressant, en tout cas c'était mon analyse, et j'ai trouvé que là on convergeait, que les grands corps d'État ont détruit, en fait, le contrat social de notre pays, ce qui a eu pour conséquence, une des conséquences, ça c'est son analyse, mais macroscopiquement elle n'est pas fautive, la révolte des gilets jaunes. Et donc, réaction, on va casser le corporatisme des grands corps d'État, on va casser les grands corps d'État, et on va supprimer le pantouflage, et le rétro-pantouflage. Et à ce moment-là, il y a eu le levée de boucliers de la Haute-Fonction Publique, des cinq grands corps d'État, qui se sont organisés entre eux, pour faire rempart et super bouclier.

Et il y a eu une guerre silencieuse, qui s'est tenue pendant, c'était en 2019, qui s'est tenue pendant quatre ans. Alors, personne n'a entendu parler, ou quasiment, parce que la presse n'en a pas parlé, il n'y avait rien de spectaculaire, mais ça se faisait dans les cabinets, etc., les cabinets ministériels et autres. Et comme je connaissais les individus en question, j'ai pu suivre un peu ce qu'il se passait.

Et donc, guerre larvée entre l'exécutif et les grands corps d'État. Pendant quatre ans, le pouvoir n'a pas pu avancer sa réforme, elle a été torpillée par les grands corps d'État, et à la fin, le pouvoir a jeté l'éponge, mais pire que ça, il a battu retraite en race campagne, en courant, en perdant les armes et tout, et les grands corps d'État ont récupéré au passage une loi, qui leur a permis d'inscrire en 2023, dans la loi, que le pantouflage était légal, il ne l'était pas jusqu'à... c'était une habitude, on va dire, une possibilité, qu'il était légal et qu'il était à encourager, vous voyez ? Donc le pouvoir, l'exécutif n'a pas pouvoir de la moindre réforme sur les grands corps d'État et sur leur organisation, sur leur fonctionnement aujourd'hui en France.

[Intervenant 2] (42:44 - 42:52)

Oui, alors justement, je reviendrai, je vais laisser Stéphane réagir à cela, et après, moi, je reviendrai justement sur ce propos pour réagir à ce que vous avez dit juste avant. Vas-y Stéphane, je t'en prie.

[Intervenant 3] (42:53 - 44:54)

Oui, alors, premier râteau aux dernières phrases de Paul-Antoine, ils sont complètement en roues libres et ils se permettent de plus en plus de légiférer sur des choses qui sont amORALES et qui ne seraient jamais venues il y a encore 10 ou 15 ans. On est dans une dérive, effectivement, de moralité, de déontologie complètement folle, ça devient incroyable, mais on le constate tous les jours. Je voulais juste intervenir parce que Paul-Antoine a dit qu'il allait nous parler de moralité, mais pas de spiritualité.

Je voulais juste préciser que, quand, dans nos règles, on dit, entre autres, que la spiritualité doit rester dans la sphère privée, on parle de ça en termes de prosélytisme. Je ne veux surtout pas vous brider, vous empêcher de parler de spiritualité si vous pensez que c'est quelque chose qui est important au sein du débat et qui est une composante de votre démonstration et de votre analyse. Je crois que vous avez été auto-censuré, je l'avais bien compris, c'est pour ça que je voulais intervenir absolument et je vous remercie de respecter aussi scrupuleusement les règles, mais on n'en est pas à ce stade quand même.

Ces précautions sont juste pour éviter le prosélytisme dans tous ses excès et puis d'éviter que des minorités, entre guillemets, si c'est très important, agissantes, parfois en dehors des propos, viennent perturber des débats qui n'ont pas lieu d'être. Par contre, si vous pensez que la moralité, la sexualité, la spiritualité, même une voire une gestion de la santé doit apporter quelque chose à votre propos, allez-y, cache, il n'y a aucun problème par rapport à ça. Ne vous censurez surtout pas, c'est pas le but.

Encore une fois, cette précaution à la base est pour éviter certains débordements où des gens viennent revendiquer à personnel quelque chose qui n'a pas lieu puisqu'on a décidé qu'on fonctionnait comme ça et que c'était des sujets clivants quand ils sont évoqués à titre personnel. Alors je vous en prie, lâchez-vous, ayez-vous libre, Paul-Antoine.

[Intervenant 2] (44:55 - 47:31)

On sera là si jamais il y a trop de débordements. On fera en sorte de protéger effectivement la sensibilité des plus sensibles, justement. S'il n'y a pas d'autres éléments, je voulais revenir sur ce que vous avez dit, Paul-Antoine, parce que pour moi, là, on touche vraiment à l'essence même de notre existence, nous, démocratie directe, qui est le principe de gouvernance et en l'occurrence celui de la véritable démocratie.

Vous avez dit, pour répondre finalement aux réformes sur lesquelles je vous questionnais pour savoir comment résoudre le problème de la réforme de l'État, vous avez exposé le fait que d'abord il faut donc finalement éviter le pantouflage et du coup réformer les grands corps d'État. Et vous avez dit, je l'ai noté donc c'est pour ça que ça m'a marqué, ce n'est pas un problème politique ou économique. Alors ici, on est nombreux à penser que le problème, il est même plus que politique, il est systémique.

Et pour les autres, pour le moins, c'est purement politique. C'est ce qui nous amène à souvent questionner nos invités sur le principe de démocratie directe pour le moins du système et de la forme de gouvernance. Et ce qui est amusant, c'est que vous avez dit finalement Macron, au moment des gilets jaunes, il a voulu apporter une forme de modération du pouvoir des grands corps d'État, mais on a eu un super bouclier, un rempart justement à la fin de ces grands corps d'État.

Et ça donne quoi ? Ça donne que finalement, quatre ans après, le pantouflage est légalisé, mais encore pire, il est encouragé. Finalement, ça montre que le problème, il est bien politique et qu'il est bien dans la forme de gouvernance.

Parce que si aujourd'hui, le chef de l'État et finalement l'exécutif, avec le législatif, n'est pas en mesure de contrecarrer ces grands corps d'État, c'est qu'il se pose un problème qui est structurel et politique. Donc finalement, nous on est beaucoup ici à considérer qu'il faut réformer le système de gouvernance par la mise en place d'une démocratie véritable, qu'on appelle démocratie directe, pour la différencier de la République qui s'est accaparée le terme de démocratie. Vous, finalement, quelle forme de gouvernance vous pourriez proposer pour régler les problèmes dont on parle depuis tout à l'heure et que vous décrivez dans le clan des seigneurs ?

Est-ce que vous seriez pour rester dans un principe républicain, mais en apportant des notes de souveraineté citoyenne, de démocratie plus directe sur certains points, faire en sorte de réformer les principes législatifs ? Comment est-ce que vous, vous concevez la forme et le principe de gouvernance dans un État qui réglerait les problèmes que vous décrivez dans le clan des seigneurs ?

[Intervenant 1] (47:31 - 48:47)

D'accord. Alors, quand je dis que le problème est avant tout moral, je ne vois pas de contradiction a priori avec le constat que vous faites que la situation est systémique, que le problème est systémique. Parce que, à mon sens, c'est parce qu'on a, comment dire, un défaut de limite dans les individus, un défaut de repère, un défaut de sens du collectif qu'on en vient à avoir un véritable problème systémique et que le politique n'est plus en mesure de le gérer.

Et c'est pour ça que je me dis, le changement de gouvernance, très bien, mais tant qu'on n'a pas réglé, tant qu'on n'a pas sélectionné ou qu'on ne dispose pas d'individus dans la gouvernance qui seraient des individus qui, justement, ont le sens de l'intérêt commun, ont le sens de l'intérêt collectif, le sens de l'État, etc., on pourra avoir la meilleure constitution possible, les meilleures institutions possibles, on redérivra de la même façon.

[Intervenant 2] (48:49 - 49:54)

Mais est-ce que, finalement, si on enlève la capacité de pouvoir des individus en diluant ce pouvoir au sein de la masse, est-ce que, finalement, par nature, ceux qui s'impliqueront seront forcément ceux qui ont l'intérêt général en valeur première ? C'est-à-dire que, pour faire simple, aujourd'hui, on s'en rend bien compte, les grands corps d'État, et c'est ce que vous dénoncez, ils pensent d'abord à eux avant de penser à ceux qui sont censés servir. Si, finalement, on leur enlève, en quelque sorte, le pouvoir de coercition qui est le leur, parce qu'il n'y a plus personne qui soit, finalement, à un partel, qui peut répondre à ce pouvoir de coercition.

C'est-à-dire que les grands corps d'État, s'ils veulent corrompre, puisqu'ils sont corrompus, ils sont à la fois la corruption. S'ils veulent corrompre le pouvoir, il va falloir corrompre 35 millions de citoyens. C'est beaucoup plus compliqué d'imposer la pression à 35 000 citoyens que de l'imposer à quelques centaines ou quelques milliers de responsables politiques et oligarques.

[Intervenant 1] (49:56 - 51:57)

Oui, théoriquement, effectivement, je comprends. Reste qu'ils ont une capacité de

nuisance, une capacité à tordre les règles qui est absolument extraordinaire. Ils ont une capacité à trouver dans tout texte qui va décrire une gouvernance, décrire le fonctionnement d'une gouvernance, toujours trouver la faille pour retourner à leur avantage le système.

C'est une constante que l'on voit en permanence et que l'on a sous nos yeux tous les jours. C'est cette capacité à retourner de façon assez vicieuse une gouvernance qui, a priori, pourrait être vertueuse. C'est pour ça que, à mon sens, la meilleure solution, et la cinquième avait ça dans son cœur, c'est le contre-pouvoir.

Mais aujourd'hui, le contre-pouvoir par les institutions que pourrait être le Conseil d'État, le Conseil constitutionnel, la Cour des comptes, et tant d'autres. Mais toutes ces institutions sont habitées par des corrompus. Le problème, à la base, c'est celui qui nomme, c'est celui qui permet à des corrompus l'accès de ces institutions-là.

Et à mon sens, si on reprend, si on pouvait reprendre la mécanique de nomination et ne pas la laisser justement à ceux qui pourraient, parce qu'en dérivant, tenter de corrompre l'ensemble du système, et c'est ce dans quoi nous sommes aujourd'hui, si le peuple pouvait reprendre la capacité à nommer, à mon sens, on retrouverait une capacité à marcher plus droit.

[Intervenant 2] (52:00 - 54:12)

Oui, c'est déjà un prémice, mais c'est un tout petit pouvoir qui va malheureusement être confronté à ceux qui sont déjà en place. Et c'est là où, pour certains dont je fais partie, la vision systémique est de se dire « bon, la cinquième a eu une utilité, à la fin elle a été adaptée à une personne en particulier, le souci c'est quoi ? ».

Et moi, c'est aussi sur ce prisme-là que j'ai fourni de l'information sur le principe démocratique, notre société a radicalement changé et évolué, c'est-à-dire que plus rien ne se fait comme il y a 80 ans, sauf une chose, la politique. La seule chose qui est restée la même qu'il y a 70 ans maintenant, 75 ans, c'est la façon dont nous organisons la cité au niveau politique, c'est-à-dire que la cinquième a un peu moins de 70 ans, ça a été réformé, ça a très légèrement évolué, mais le principe reste le même, c'est-à-dire que pour collecter votre impôt aujourd'hui tout est fait de façon numérique, le recrutement, les échanges interpersonnels, tout passe par le numérique, mais par contre pour continuer à organiser la cité, on continue à avoir des petits papiers qu'on met dans une urne une fois tous les cinq ans. Donc la question se pose quand même de se dire si on ne change qu'une toute petite partie du système, je prends souvent aussi cette métaphore, la voiture n'a plus de roues, elle n'a plus de freins, elle n'a plus d'essieu, il n'y a plus rien qui tient et on voudrait en changeant une ou deux pièces se dire c'est bon on va pouvoir gagner la course. Personnellement c'est plus qu'un doute, je pense que ça peut être effectivement effrayant que de se dire il faut réinventer l'organisation de la cité parce que c'est dans la nature humaine que d'être effrayé par de tels changements, mais je pense que c'est une nécessité impérieuse parce que comme tout système, au bout d'un moment il devient obsolète et je pense que notre système politique est devenu obsolète, on en voit en tout cas des conséquences qui semblent le laisser penser. Je vous laisse répondre Paul-Antoine, puis après on aura Stéphane et donc vu que là ça fait déjà une heure qu'on échange tous les trois, n'hésitez pas pour les auditeurs à monter prendre la parole et poser vos questions à Paul-Antoine ou simplement soumettre vos réflexions, on est là aussi pour partager tous ensemble.

Stéphane,

[Intervenant 3] (54:13 - 55:34)

oui je voulais refaire un tout petit peu marche arrière avant que tu abordes le thème de la démocratie directe et du changement de système ou de l'approche systémique avec Paul-Antoine, pour profiter de poser une question et un petit constat qui a été dans la bulle puisqu'à un moment nous avons évoqué la corruption et donc les éléments de la

corruption qui par pudeur ou auto-censure n'ont pas voulu peut-être être abordés par Paul-Antoine ce soir, donc on a dans la bulle une dame qui nous dit les élites n'ont d'intelligence que pour leurs propres intérêts, elles n'ont aucune vision pour les intérêts de la nation, la vision c'est la projection dans l'avenir avec la capacité de détecter des signaux faibles de technologies innovantes par exemple. Par contre la corruption et la compromission sont en effet à tous les niveaux, de la justice en passant par la santé, de la gestion économique en passant par la gestion législative.

D'ailleurs a-t-on encore la maîtrise des différents paramètres permettant de gérer et de diriger la France, notre pays n'est-il pas déjà vendu, n'est-il pas déjà dépecé, il est plus facile de contrôler les hommes par leurs vices, trois petits points de suspension, et donc elle finit par poser cette question, qui les contrôle par leurs vices ? Lâchez-vous.

[Intervenant 1] (55:37 - 56:12)

Ce dont on se rencontre aujourd'hui c'est qu'effectivement quelqu'un qui est droit et a priori sans vices a assez peu de chance d'être promu à des hautes fonctions. C'est un jeu, on le voit tous, c'est un jeu de, comment dire, c'est le principe de la corruption, c'est le principe de je te tiens parce que je sais que tu as fait des choses mal, mais c'est très vieux en politique ça aussi. Mais aujourd'hui ça va à son plein, très manifestement.

[Intervenant 2] (56:14 - 56:49)

Il y a quelque chose qui vient de me frapper, c'est quand tu dis en fait que la corruption c'est le moyen de faire chanter en quelque sorte les personnes qui sont à défaut, qui ont des vices. Et là je vais rebondir sur le prochain ouvrage qui sortira le 6 mars. Voilà, parce que dans ton livre, le temps d'être pervers, Burnout, l'épidémie du siècle, donc qui sortira le 6 mars prochain, et qu'on invite bien sûr tout le monde à aller voir et...

[Intervenant 3] (56:53 - 56:55)

On l'entend mal, on l'entend très mal.

[Intervenant 6] (56:59 - 57:10)

Alors je vais peut-être, c'est peut-être le casque, j'enlève le casque, voir si c'est mieux. Est-ce que c'est mieux là ? Vas-y, on va voir, oui oui.

[Intervenant 2] (57:10 - 59:09)

Bon, donc je disais qu'on en avait discuté sur un space, sur l'Agora Space de Fred le parisien, il faut souvent avoir été confronté aux pervers pour en comprendre les mécanismes et les grands dangers. Et dans le temps des pervers, donc Burnout, l'épidémie du siècle qui sort le 6 mars, qui est donc votre dernière œuvre, vous abordez la problématique des pervers dans le monde professionnel. Mais finalement, les pervers sont des personnes qui ont par nature des perversions, qui...

Mais ils n'ont pas besoin d'être menacés pour pouvoir exercer cette perversion. Ils le sont par nature. Et justement, c'est peut-être le problème de notre société, c'est que finalement, nous sommes dans une société qui, aujourd'hui, a été captée, capturée par ces pervers.

Il y a eu un accaparement des différents pouvoirs par ces différents pervers et qui ont mis en place un système qui est totalement pervers, où les contre-pouvoirs ont été acquis. On le voit par exemple, là, avec la très forte possible nomination d'un nouveau président du Conseil constitutionnel, dont on sait exactement quel va être le fonctionnement, et il l'a déjà prouvé avec les mutuelles de Bretagne. Donc ce schéma-là, finalement, il est justement presque systémique, c'est-à-dire que les pervers ont pris le pouvoir à tous les échelons.

Alors vous, il me semble que dans votre livre, vous abordez principalement celui du monde professionnel, mais c'est exactement la même chose dans le monde politique et économique. Donc finalement, ce monde est devenu pervers parce que ce sont les pervers qui ont capté les différents pouvoirs qui le font fonctionner. Je ne sais pas si j'ai été clair

sur cette interprétation, et donc du coup, il n'y a même pas besoin de les corrompre, ils sont la corruption.

[Intervenant 1] (59:11 - 1:01:56)

Alors, oui. Je ne vais pas parler de mon prochain livre parce qu'il n'est pas encore sorti. Par contre, ce que je peux dire, c'est qu'il n'y a pas besoin de beaucoup de pervers pour pervertir une société.

Il suffit d'une société... Il y a une lecture qui m'a beaucoup frappé, c'est celle d'Anna Arendt, et en particulier tout son travail autour des origines du totalitarisme. Quand on regarde sa thèse pour expliquer ce qui s'est passé en Allemagne à partir des années 25-30, c'est qu'à la fois, effectivement, quelques pervers ont pris le pouvoir, mais sans la masse très importante d'individus qui les ont suivis, ils ne pouvaient rien faire.

Or, les individus les ont suivis parce qu'ils avaient été, et là on revient sur ce que l'on disait au tout début, ils avaient été, je vais caricaturer pour aller vite, mais ils avaient été finalement abêtis. Ils avaient perdu leur sens critique, ils avaient perdu leur capacité à penser par eux-mêmes. Et donc, le pervers construit le système pervers, et ça appuie sur des gens qui ne sont pas nécessairement pervers, mais qui vont agir comme des pervers aussi.

Donc, ce que l'on voit aujourd'hui, c'est qu'il y a des grands corrompus, on va dire, il y a des grands corrompus dans notre système politique et de gouvernance, et tout autour, il y a toute une foule d'individus qui vont se laisser pervertir, et qui vont agir aussi de façon perverse, sans être des pervers. Et ça conduit à une emprise générale de la société, comme il y a pu y avoir. Aujourd'hui, à mon sens, on a tous les éléments que décrit Hannah Arendt et qui ont pu permettre l'avènement du totalitarisme.

C'est-à-dire qu'une société avec quelques pervers à la tête, mais une société qui a majoritairement perdu tout sens critique. Et à partir de là, l'individu qui a perdu tout sens critique devient un bras de levier pour le pervers.

[Intervenant 2] (1:01:58 - 1:02:04)

Sur ce point-là, je suis entièrement d'accord, et d'ailleurs on y reviendra après l'intervention de Stéphane.

[Intervenant 3] (1:02:06 - 1:03:54)

Oui, une question et un avis posés sur un constat que je fais depuis une petite vingtaine d'années. Je pense que pour qu'un homme marche bien, il lui faut deux jambes et qu'elles soient bien manquées sur le sol. Et pour qu'il y ait une tête qui fonctionne, parfois il faut aussi deux arcs.

Un de ces arcs de réflexion, c'est la démocratie directe, ce pouvoir que nous devons absolument enfin conquérir, puisque l'intelligence collective existe. Tu le citais tout à l'heure, qu'a dit Fred Leparésias, je sais que Paul-Antoine le connaît pour avoir été invité à plusieurs reprises, et que lui aussi parle d'intelligence collective. Et puis la deuxième jambe, c'est une réflexion sur notre monde et sur notre système.

Et avec quelques amis, depuis très longtemps, on réfléchit sur l'amonétarisme, c'est-à-dire la sortie du système monétaire et d'imaginer un monde qui passerait de l'échange au partage. Ça peut paraître farfelu, mais si on y réfléchit bien, on peut se rendre compte, et c'est là où je veux en venir, que la perversion et les éléments de perversion sont parfois tellement évidents sous nos yeux qu'on finit par ne plus les voir, puisqu'on a grandi avec. Est-ce que la plus grande perversion n'est pas notre système monétaire et n'est pas l'argent qui permet à la fois de se payer tous les vices et de redevenir dépendant comme n'importe quel drogué ?

Et est-ce que du coup, si ce constat s'avère exact, est-ce que du coup, c'est pas une forme

de spiritualité, alors là on peut en parler, qui permettra peut-être l'avènement à la fois d'une démocratie directe et au moins d'une remise à sa place de certaines valeurs, y compris celle monétaire et de ce pouvoir de l'argent qui aussi donne du pouvoir et l'inverse aussi. Qu'en pensez-vous, Paul-Antoine ?

[Intervenant 1] (1:03:54 - 1:06:18)

Vaste question Stéphane. Je vais parler très rapidement de spiritualité, mais de façon très générale. Ce qui est évident, c'est que le pouvoir de l'argent est associé assez rapidement à une perte d'humilité et à, possiblement, une hubris.

Donc, à mon sens, l'individu qui est emprunt de spiritualité, ou en tout cas qui est capable de la vivre, pas de la vivre intellectuellement parce que c'est très insuffisant bien sûr, mais de la vivre dans sa chair, perd naturellement, n'est plus séduit par le pouvoir séducteur de l'argent, premièrement, donc ça peut rejoindre ce que vous dites avec cette envie de retrouver le partage et de détourner effectivement la valeur argent, mais aussi acquiert rapidement une certaine humilité qui est la première des qualités pour repenser une gouvernance. Une gouvernance qui est prise par l'hubris, c'est une gouvernance qui fonce vers l'échec, qui va à la catastrophe. Si la catastrophe ne concerne qu'une gouvernance limitée, ce n'est pas trop grave, mais si ça concerne toute une société, c'est beaucoup plus grave.

Voilà pourquoi je parlais de spiritualité au tout départ, et je me suis autocensuré, c'est que je fais le lien, parce que je ne veux pas aller plus loin, entre spiritualité, humilité et sens humain, pour retrouver en tout cas les grandes valeurs de notre humanité. Voilà, et donc ça c'est effectivement se détourner de l'argent de fait, et du pouvoir pour le pouvoir, c'est se détourner de l'égoïsme et c'est se tourner vers l'intérêt collectif.

[Intervenant 3] (1:06:21 - 1:09:02)

Oui, on est bien d'accord que l'intérêt du bien commun peut aussi coïncider et vivre en tout épanouissement avec un intérêt du bien individuel, puisque si on réfléchit à un moment, une société épanouie n'est composée que de la somme de ses individualités qui sont elles-mêmes épanouies, et on peut très bien avoir une hiérarchisation des valeurs différentes et respecter l'autre sans aucune problématique. Il est vrai que dans une société où dans la Ve République, un Premier ministre au perchoir, lorsqu'il parle de sa politique générale, commence son introduction en parlant de sa sexualité comme si c'était un élément de compétence, on revient à douter non pas de la capacité de l'autre, et donc cette humilité entraîne l'acceptation de l'autre et aussi une compréhension et une capacité à respecter l'autre, ce qui peut-être nous éviterait d'avoir des minorités revendicatrices et outrancières qui, comme d'habitude, se forment sur une majorité silencieuse, sur un combat qui est souvent d'arrière-garde et qui mettent en avant des valeurs qui n'ont pas lieu d'être, puisque, encore une fois, la sphère privée doit rester privée et que pour ceux qui œuvrent dans le bien commun, ils ont droit d'avoir tous les mœurs, si on ne parle que de ça, qui les concernent, mais n'ont pas à la fois un étendard et un mode de fonctionnement ou un mode de perversion. Donc c'est là où on est arrivé, j'ai l'impression, au bout du temps, et où notre capacité à avoir un intérêt pour le bien commun et une forme d'universalisme nous empêche, par toutes ces tentations et tous ces abêtissements qui sont volontaires dans cette société qui a été créée, parce qu'on ne m'empêchera pas de croire, et il y a des gens qui l'ont très bien écrit, on ne m'empêchera pas de croire que derrière tout cela, il n'y a pas un dictat qui est imposé aux masses que nous sommes, je nous englobe tous là-dedans. Je voulais juste préciser ça, parce que ça me semble quelque part évident qu'on a des problèmes pour essayer d'identifier comment nous sommes manipulés, et nous sommes manipulés par notre intériorité, et par nos vices, et par nos tentations, bien évidemment. Je te laisse la parole, Ken.

[Intervenant 2] (1:09:03 - 1:12:32)

Oui, moi je voulais rebondir un petit peu, d'ailleurs, sur ce que vous venez d'échanger, parce que finalement, et tu viens de le dire, tu parles de problèmes, on parle souvent de la situation, pour faire simple, on peut opposer le problème et la solution, on peut opposer

de la même manière le constat et le projet. Et du coup, je voulais revenir sur quelque chose que j'ai abordé, c'était dans la semaine il me semble, la semaine dernière peut-être, le principe de la fenêtre d'Overton. On nous parle toujours de cette fameuse fenêtre d'Overton qui serait utilisée par, justement, la caste dominante, par l'oligarchie, pour nous faire accepter ce qui est initialement impensable, pour ceux qui ne connaîtraient pas le principe de la fenêtre d'Overton, c'est en fait faire d'une pensée qui est initialement impensable, la transformer en quelque chose qui semble radicale, puis qui devient simplement sensible, pour la faire rentrer dans la fenêtre d'Overton, pour qu'elle devienne finalement envisageable, puis acceptable et enfin populaire.

C'est une mécanique, on pourrait dire presque rhétorique, mais c'est en fait un outil qui s'appuie sur le fonctionnement cognitif des individus. Or, je pense que nous sommes confrontés, nous, citoyens, trop souvent au fait que nous soyons victimes de cette fenêtre d'Overton, pas suffisamment utilisateurs de cette fenêtre d'Overton. Je m'explique.

Nous faisons tous, à longueur de temps, des constats. Nous constatons les problèmes de la société, de la situation, mais nous sommes trop peu souvent porteurs de solutions, et donc en soi de projets, au sens de cette fameuse fenêtre d'Overton. Je m'explique.

Finalement, quand on dit à nos semblables, à ceux qui font partie des 80-25% des citoyens qui ne peuvent s'imaginer autre système politique que celui de la Vème République ou éventuellement d'une VIème République, mais pour qui l'idée d'une première démocratie absolue, directe et totale est impensable. Finalement, qu'est-ce que c'est ? Ce sont des personnes qui sont en dehors d'une fenêtre d'Overton dont nous pourrions, nous, être les détenteurs.

Et nous avons un rôle qui est finalement de faire rentrer ces idées de changement, ces solutions, ces projets, dans une fenêtre d'Overton qui s'oppose à celle qu'on nous met en permanence devant les yeux dans les grands médias. Nous avons donc une responsabilité. C'est faire passer de ce qui est aujourd'hui impensable, vu comme étant radical.

Stéphane en parlait un petit peu, là, le post-monétarisme, le principe de démocratie réelle et directe, ces procédés-là, le fait de se passer autant que possible d'une élite et de fonctionner par le principe de l'intelligence collective. Toutes ces choses-là sont aujourd'hui en dehors de la fameuse fenêtre d'Overton, parce qu'elles sont considérées par la très grande majorité comme impensables, comme radicales au mieux. J'aimerais savoir, finalement, Paul-Antoine, qu'est-ce que vous pensez de cette idée de faire rentrer dans cette fameuse fenêtre d'Overton, et ça c'est de notre responsabilité collective, de faire rentrer les solutions ?

Les constats, ça fait des décennies que nous les faisons, et ces constats évoluent, bien entendu, en même temps que la situation, mais à travers les constats, finalement, on ne permet pas d'apporter nous-mêmes les solutions et cette fameuse fenêtre d'Overton qui permet à la masse de s'en saisir. J'aimerais avoir votre réaction sur cette idée-là.

[Intervenant 1] (1:12:34 - 1:12:40)

Je n'ai pas compris pourquoi tu dis qu'on ne permet pas à la masse de s'en saisir.

[Intervenant 2] (1:12:42 - 1:13:27)

Parce que généralement, en fait, on est essentiellement dans les constats et pas dans les solutions. Que ce soit dans la littérature, que ce soit dans les émissions, prenons très simplement aujourd'hui, on a les médias mainstream et puis on a les médias dits alternatifs. Dans ces médias, finalement, il y a bien plus, et en très grande quantité, des constats qui sont faits du dysfonctionnement de la société que de solutions véritablement apportées.

Et donc, est-ce qu'à un moment, on ne devrait pas arrêter de faire ces constats qui

finalement alimentent la fenêtre d'Overton, qu'eux, ils avancent, pour imposer nous-mêmes notre propre fenêtre d'Overton à travers nos solutions ? Ne plus être sur le constat, mais sur plus de constats, mais des projets, plus de problèmes, mais des solutions.

[Intervenant 1] (1:13:28 - 1:14:33)

Oui, c'est très intéressant ce que tu dis. Il reste qu'il faut avoir l'audience pour ça. Les constats, c'est-à-dire que moi, je suis partiellement d'accord avec le fait, effectivement, qu'on cumule année après année les constats.

Reste qu'on observe tout de même qu'un des premiers remparts contre lequel on doit lutter, c'est l'opposition de tout ce qui est médias mainstream. C'est-à-dire qu'il y a un indoctrinement aujourd'hui qui est considérable et qui veille, en premier lieu, à déjà empêcher le constat. Ce que je perçois, avant d'aborder les solutions, c'est que même il faut déjà réinstaller les constats.

Parce qu'on est quelques-uns à partager le constat, mais moi je pense que que quelques-uns. On n'est pas très nombreux.

[Intervenant 2] (1:14:35 - 1:14:58)

On est minoritaire, c'est une évidence. Mais ce que je veux dire par là, c'est que dans cette minorité de ceux qui ont conscience et qui ont une capacité à atteindre les oreilles des auditeurs, que ce soit sur les médias mainstream de façon très marginale ou que ce soit sur les médias alternatifs, qui aujourd'hui quand même se développent de plus en plus, on a quand même majoritairement des personnes qui sont dans le constat bien plus que dans les projets ou les solutions.

[Intervenant 1] (1:14:58 - 1:16:31)

Oui, d'accord. Dans ce groupe-là, oui, parce que déjà les solutions c'est beaucoup plus difficile à trouver. Et parce que lorsque l'on aborde les solutions, c'est le moment où on se divise.

On peut être tout à fait réuni sur le constat et rentrer dans la division assez rapidement à partir du moment où on aborde les solutions. Moi je travaille avec un petit groupe sur des propositions de solutions. Ça devient très vite complexe, c'est tout à fait passionnant.

Mais ça veut dire aussi, et c'est la limite de tel exercice à mon sens, parce que moi je crois de moins en moins que la solution viendra d'un parti politique par exemple, ça c'est une question que l'on pourrait aborder. Et aujourd'hui, le premier des réflexes est de se dire on va fonder un parti politique pour proposer des solutions. Or c'est à partir de là, à mon avis, que les problèmes commencent et que la distorsion des solutions qui pouvaient apparaître comme très saines au départ commence.

[Intervenant 2] (1:16:33 - 1:16:45)

Oui, là encore une fois, moi je le répète à longueur de space, j'invite tout le monde à lire la note sur la suppression générale des partis politiques de Simone Veil qui permet de comprendre que les partis politiques ne sont pas une solution, mais sont d'ailleurs le cœur du problème pour de l'absence de démocratie.

[Intervenant 1] (1:16:45 - 1:17:19)

On est d'accord, mais c'est aussi la fenêtre d'Overton à mon sens, mais pour revenir à ta question, moi je vois beaucoup parmi ceux qui... Enfin moi, on m'a fait trois propositions pour rentrer dans un parti politique. Alors des partis politiques, pas des gros partis politiques, mais des partis politiques soit en genèse, soit existants, mais plutôt marginaux actuellement.

Et ce que je constate, c'est l'impossibilité de penser autrement que par parti politique.

[Intervenant 2] (1:17:22 - 1:19:33)

Oui, mais c'est justement en cela que, quand je parle de fenêtre d'Overton, et quand tu dis la division c'est compliqué, mais c'est le principe même de la fenêtre d'Overton, c'est que avant que l'idée entre dans cette fenêtre, que la fenêtre soit suffisamment élargie pour intégrer cette idée, l'idée est perçue comme complexe, comme irréaliste, comme absurde, tous les termes. Et en fait, c'est le fait d'en parler qui va permettre de clarifier sa posture dans l'idée générale. Simple, quand on prend les idées qui ont été promues par le système, au départ, cette idée est très vague, elle n'est pas définie, elle est floue, elle est faite justement pour, tout doucement, instiller des brides de pensée.

Et c'est, je pense, encore une fois, mais là c'est vraiment une confrontation à bâtons rompus sur cette idée-là, qui est qu'à chaque fois que nous faisons le constat, en fait, on marque notre impuissance. Si nous sommes plutôt dans l'approche des solutions, et quand on en a la possibilité, et parce qu'on a un auditoire, de dire « ben voilà, mais peut-être que si on supprimait les partis politiques, eh bien on résoudrait le problème ». Alors, ça va être perçu comme impensable et radical, mais ça travaille dans la masse, comme justement étant « ben c'est vrai qu'on n'y avait pas pensé à cette idée-là ».

Et tout doucement, encore une fois, ce principe de « fenêtre d'Overton », l'idée va pouvoir éventuellement faire son chemin. Et se préciser, une fois que l'idée est rentrée dans la fenêtre d'Overton, elle n'est pas encore populaire. Elle devient initialement envisageable, puis acceptable, puis populaire.

Donc il y a un travail à faire, une fois que l'idée est rentrée dans la fenêtre d'Overton, mais il faut déjà la faire rentrer dans cette fenêtre. Et c'est pour ça qu'il faut en parler, et parler des solutions plutôt que des constats. Parce que le camp d'en face, c'est ce qu'ils font.

Eux, ils parlent des problématiques, ils font un constat, mais tout de suite ils apportent une solution. Et bien souvent, pour ce qui est de l'opposition citoyenne, il y a des constats, des constats, des constats. On est manipulé, on est maltraité, on est violenté, on est surfiscalisé, on est ceci, on est ceci, on est cela.

Mais en termes de solutions, on n'apporte pas de prismes qui permettent d'intégrer une éventuelle fenêtre d'Overton. C'était simplement ma réflexion. Je te laisse réagir, sinon il y a Alice qui veut intervenir.

[Intervenant 1] (1:19:34 - 1:19:37)

Non, mais je trouve ça très intéressant.

[Intervenant 2] (1:19:38 - 1:19:42)

Tu as raison, tu as raison. Alors Alice, du coup, bonsoir.

[Intervenant 4] (1:19:43 - 1:19:45)

Oui, bonsoir, vous m'entendez ?

[Intervenant 2] (1:19:45 - 1:19:45)

Très bien. Parfaitement.

[Intervenant 4] (1:19:46 - 1:22:50)

Super. Alors moi, j'avais plusieurs observations. Du coup, un peu dans la réflexion de ce que vous étiez en train de dire par rapport au fait que oui, justement, il faut que je pense que tout le monde se mobilise.

Vous m'entendez encore ou pas là ? Toujours. Parce que moi, ça fait plusieurs années que je fais des réflexions avec des gens vis-à-vis de la période Covid où on a essayé justement de se dire bon, mais là, il va falloir qu'on trouve des solutions.

Donc, on a déjà parlé de l'échange citoyen, c'est-à-dire du troc à la base, comme faisait

avant la monnaie et tout ça. Ensuite, j'étais en train de réfléchir aussi à une autre chose. Il y a l'émergence de l'IA qui est assez intéressante dans le sens où, par exemple, tout à l'heure, j'ai essayé pour voir, alors vous allez me dire que c'est totalement anecdotique comme histoire, mais j'ai essayé pour voir, interroger un peu GROC, par exemple, donc l'application Intelligence Artificielle de Twitter.

Et je me suis rendu compte qu'en fait, elle était biaisée. Du coup, je lui ai fait comprendre, par exemple, qu'elle était biaisée. Elle m'a dit oui, merci, j'ai compris que j'étais biaisée.

Et en fait, je ne sais pas, j'ai du mal à exprimer parce que j'ai plein de choses qui me viennent à la tête. Mais je me dis qu'en fait, on a les moyens. Évidemment, il ne faut pas rentrer dans le parti politique, ça ne sert à rien.

Le match, il est biaisé. Mais je me dis que si on prend, en fait, à l'heure actuelle de l'intelligence artificielle, qu'on arrive à se dire, tous autant qu'on est, en fait, autour de nous, il y a des gens. Parce que moi, j'ai un problème aussi, c'est à dire que je ne sais pas vous, mais autour de moi, il y a énormément de gens qui sont au courant de rien.

Ils ne savent pas ce qui se passe dans le monde. Ils ne savent pas ce qui se passe dans leur propre pays. Quand on voit qu'Emmanuel Macron veut investir, en fait, il investit de l'argent à l'étranger.

Quand Ursula von der Leyen veut investir aussi dans l'IA, elle veut prendre nos économies, c'est clair et net, pour nous faire du contrôle social. Je suis un peu dépitée. Heureusement qu'il y a X pour que quand même on puisse avoir un réseau où on puisse parler.

D'ailleurs, c'est pour ça qu'ils veulent l'interdire. Mais je me dis que peut-être qu'il faudrait qu'on reprenne à la base, c'est à dire que moi, par exemple, je me dédie à une époque. Là, très récemment, je me dis, moi, je suis la seule à savoir autour de moi qu'il y a à peu près informé en sachant qu'il y a Toxin, il y a Omerta, il y a Putsch Media, etc.

On a tous les moyens, si on veut s'informer aujourd'hui vis-à-vis de ce qu'il se passe aux États-Unis et on a de la chance que ça se passe. J'aimerais qu'on prenne tous cette opportunité pour se dire, tiens, peut-être qu'à notre petite échelle, on peut informer un maximum. Et après, créer des réseaux, c'est à dire, en fait, juste simplement.

Après, j'ai de la chance, je vais à la campagne, mais je sais que, par exemple, on a déjà mis en place ce système de troc. C'est à dire que, par exemple, moi, je vais faire deux heures de ménage, on va me filer à manger, etc. Et puis, ça va tourner.

Et je pense que c'est le seul moyen qu'on a aujourd'hui parce qu'évidemment, au niveau des médias, c'est contrôlé encore actuellement, même si l'USA est en train de taper sur tout un tas de médias comme l'AFP, par exemple. Il me semble qu'on doit reprendre la réflexion à la base, en fait. Moi, c'est mon avis.

Maintenant, ce que je dis, c'est facile à dire parce que je suis dans la campagne et que du coup, je ne suis pas confronté à tous les problèmes quotidiens de tout le monde. Mais voilà, c'était mon petit avis perso. Merci beaucoup.

[Intervenant 2] (1:22:51 - 1:24:22)

Merci Alice. Alors, je vais me permettre de synthétiser parce qu'il y a eu beaucoup de choses d'annoncer et que ce soit pour la retranscription avec justement l'intelligence artificielle, pour les auditeurs ou pour Paul-Antoine, il me semble avoir noté trois points dans l'intervention d'Alice. Premièrement, l'intelligence artificielle et ça peut revenir sur le sujet initial qui est de se poser la question, est-ce que l'intelligence artificielle ne peut pas être un outil pour la population afin d'imiter un petit peu le pouvoir des grands corps d'État ?

Ensuite, il y avait le partage de l'information et là, on rejoint vraiment ce dont on parlait avec le fait de faire des constats, d'exposer les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Et je rajoutais que faire des constats, c'est très bien et il faut les faire, mais il faut également, quand on fait un constat, faire une proposition, faire un projet. Parce que sinon, on n'est que dans l'acceptation de la situation et on n'apporte pas l'acceptation dans le sens où on n'a pas de solution.

Il faut apporter une solution pour permettre justement de faire rentrer les solutions dans cette fameuse fenêtre d'Overton. Et puis, le troisième point qu'Alice a abordé, c'est le fait que nous avons une capacité à recréer du lien interpersonnel local, y compris sur le plan économique, c'est-à-dire que le troc est aussi un moyen peut-être d'y arriver. Sur ces trois prismes-là, l'intelligence artificielle, le fait de transmettre un maximum d'informations et sur les relations interpersonnelles, y compris sur le plan économique, qu'est-ce que tu as à en dire, Paul-Antoine ?

[Intervenant 1] (1:24:22 - 1:26:05)

Oui, ce qu'a dit Alice était intéressant. Sur le sujet de l'intelligence artificielle, un sujet que je connais assez mal, mais encore une fois, si on veut, et c'est là qu'on revient sur la démocratie directe, c'est un sujet qui va transformer la société. Donc, c'est un sujet sur lequel le citoyen ne peut pas être tenu à l'écart.

Or, aujourd'hui, on nous annonce des grands investissements, les experts nous exposent que l'intelligence artificielle, ça peut être extraordinaire, comme ça peut être terrifiant. Et donc, le citoyen ne peut pas être mis à l'écart, à mon sens, de ce qu'on pourrait faire avec l'intelligence artificielle, d'autant plus si c'est l'État qui annonce ces investissements-là. Donc, ça c'est un sujet, à mon sens, qui mériterait effectivement un outil démocratique.

Qu'est-ce que l'on veut faire socialement ou d'un point de vue collectif avec l'intelligence artificielle ? À mon avis, ça mérite un vrai débat, ça mérite une vraie connaissance du sujet. Ensuite, sur les autres sujets, je partage l'avis d'Alice, je n'ai pas d'autres points à aborder.

[Intervenant 2] (1:26:06 - 1:30:16)

Alors, c'est intéressant du coup, parce qu'effectivement, sur le transfert des connaissances au niveau citoyen, c'est ce dont on parlait précédemment. Pour ce qui est des relations interpersonnelles, y compris sur le plan économique, et donc en l'occurrence, l'OTROC, Stéphane l'avait abordé très rapidement sur le prisme du transmonétarisme. Mais par contre, sur l'IA, c'est très intéressant, et je remercie Alice d'avoir abordé le sujet, parce que je l'avais mis dans mes petites notes, justement, et ça va être, il nous reste à peu près 20 minutes, donc n'hésitez pas à monter si vous avez des questions à poser.

Mais j'aimerais te questionner, Paul-Antoine, sur le principe de l'intelligence artificielle. Dans ce que tu as décrit, moi, je vois 3 paramètres, 3 secteurs dans lesquels il faut se questionner dans l'intelligence artificielle. Tout d'abord, il y a l'intelligence artificielle au niveau de l'utilisateur citoyen, mais au sens large du terme.

Ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu'il est important que les citoyens de notre génération, ceux qui sont là, ancrés dans la société, prennent conscience que cet outil est un outil comme a été l'arrivée de l'ordinateur personnel, qu'il a été nécessaire d'acquérir, de s'accaparer. Je me rappelle, moi, je suis d'une génération où le premier ordinateur personnel familial, c'est moi et mon petit frère qui l'avons installé à la maison, parce que mes parents se sentaient un peu dépassés.

Il a fallu leur apprendre, en quelque sorte, alors nous, on était aussi un petit peu novices, eux aussi, mais plus jeunes, plus malléables, en quelque sorte, à une nouvelle technologie et on a appris à nos parents à s'en servir. Aujourd'hui, ma mère utilise sa tablette, son ordinateur, alors c'est pas une geek, mais elle l'utilise parce que c'est devenu un outil incontournable pour payer ses impôts, pour se renseigner, pour quoi que ce soit. Je pense

que notre génération doit également s'accaparer de cet outil pour bien des aspects.

D'ailleurs, aujourd'hui, le nombre de recherches qui se fait sur des intelligences artificielles est en train de prendre de plus en plus de part de marché par rapport aux moteurs de recherche traditionnels. C'est-à-dire qu'avant, on utilisait Google pour rechercher quelque chose. Aujourd'hui, on va plutôt utiliser Tchad, GPT ou Gorg ou autre.

Donc ça, c'est une nécessité et ça permet, justement, pour ceux qui sont peut-être d'une génération encore un tout petit peu plus jeune, d'utiliser ces outils dans un procédé professionnel, de la même manière que quand l'ordinateur personnel est arrivé, eh bien ceux qui étaient capables d'utiliser les tableurs, les traitements de textes allaient plus vite dans leur projet entrepreneurial. Donc ça, c'est un premier prisme, qui est l'utilisation personnelle. Deuxième prisme, et tu l'as abordé, c'est l'utilisation nationale, étatique.

C'est-à-dire qu'aujourd'hui, on le voit, donc est annoncé 106 milliards d'argent magique, là encore une fois, pour travailler au niveau national sur l'intelligence artificielle parce que c'est un outil. Il est évident que c'est un outil de fonctionnement, mais c'est aussi un outil presque géopolitique, géostratégique. Donc il y a ce besoin-là.

Et puis, il y a une question qui se pose, c'est au niveau de l'éducation des générations en devenir, des générations futures, qui elles vont avoir besoin de s'accaparer pleinement de cet outil. On le sait, les sociétés aujourd'hui qui sont le plus en avance d'un point de vue géostratégique, d'un point de vue économique, sont aussi les sociétés qui, il y a 30-40 ans, ont été les plus en avant dans l'utilisation de l'outil numérique, au sens informatique du terme. Donc ces trois prismes-là doivent être considérés.

Est-ce que tu penses qu'aujourd'hui, l'État fait ce qu'il faut pour justement permettre à ce que cet outil soit vraiment utilisé à sa juste mesure ? Et est-ce que finalement, si l'État était capable de cela, ça ne réduirait pas l'importance des individus dans notre société ? Et donc encore une fois, pour en revenir à ton sujet, à ces grands corps d'État qui sont substituables pour une bonne partie par l'intelligence artificielle.

On sait que ce qui est le plus difficilement substituable par l'intelligence artificielle, c'est tout ce qui est émotionnel, tout ce qui est purement algorithme est finalement relativement substituable.

[Intervenant 1] (1:30:17 - 1:32:52)

Qu'est-ce que ça veut dire ? Normalement, ils ne devraient pas du tout être substituables par l'intelligence artificielle, au sens où ce qu'on leur demande à ces grands corps d'État, c'est pas de l'administration, c'est de la stratégie. C'est de préparer le pays au futur.

Donc ça, ce n'est pas une IA qui est capable de le faire. Mais justement, ces grands corps depuis quelques décennies sont défaillants et n'ont plus présenté de stratégie au pays. Alors moi, mon problème, c'est que je n'ai aucune confiance dans ce que ce gouvernement peut proposer.

Et dans un de mes derniers tweets, ce que j'ai pu écrire par rapport aux annonces de Macron, des 109 milliards, c'est la première des questions, c'est où va finir cet argent ? Parce que, à mon sens, la corruption est telle, et la fin de mandat, la fin de règne, va être l'occasion justement de se servir au maximum. Donc c'est mon prisme de lecture des annonces actuelles.

Reste que, dans le fond, c'est une très bonne chose que l'on se soucie en France de l'intelligence artificielle. Comme tu le disais, c'est un outil qui de toute façon s'impose à nous. Donc on ne peut pas rester à l'égard, comme certains ont pu voir il y a combien de temps ?

Il y a 200 ans, le train comme étant un outil qui n'aurait pas d'avenir. Alors, moi, ce qui me

gêne, effectivement, c'est que dans l'état d'esprit qui existe aujourd'hui, et on voit bien les tendances totalitaires que l'on observe, c'est que ces investissements sont avant tout utilisés à des buts de défense et de surveillance. Mais les autres pays sont lancés aussi dans cette direction-là, donc on est évidemment obligé de suivre.

Mais il y a une particularité en Europe, à mon sens, de plus en plus, et en France en particulier, il y a un... Moi, je sens, semaine après semaine, de plus en plus fort, la mauvaise odeur du totalitarisme au Montréal.

[Intervenant 2] (1:32:55 - 1:35:37)

Comme le disait l'humoriste, tu prêches l'inconvertible. Moi, je signe mes côtés de la débilocratie totalitaire, ça fait plus d'un an que je considère qu'on y est. Non, pas encore.

J'ai déjà eu le débat entre autoritarisme, totalitarisme. Bon, je peux comprendre les nuances. À partir du moment où on rentre dans la pensée des individus, cette question, pour moi, est levée.

Donc, à partir du moment où la liberté d'expression est, comment dire, pulée, forcément, les consciences le sont, et donc, du coup, on est dans une forme de totalitarisme. C'est très orwellien, mais bon. Juste avant de rendre la parole à Stéphane, un petit point très rapide, parce que c'est vrai que l'intelligence artificielle est quand même quelque chose d'assez complexe.

Je pense que, et je t'invite d'ailleurs à te renseigner sur ça, il y avait eu Raphaël Einthoven qui avait fait un ouvrage sur l'intelligence artificielle suite à une expérience qu'il avait menée au bac de philo, et il avait indiqué que l'intelligence artificielle ne serait pas en mesure de remplacer les philosophes parce qu'elle n'était pas en mesure de poser une problématique. Et il y a Monsieur Phi, qui est une chaîne YouTube sur la philosophie, qui a prouvé le contraire. Il y a eu d'ailleurs un débat entre Einthoven et Monsieur Phi, qui a été très malmenant en quelque sorte pour Einthoven, parce qu'il est difficile de comprendre que là où l'intelligence artificielle a une problématique, c'est dans la création d'émotions et dans, finalement, l'apprentissage de lui-même.

Pour faire simple, un jeune de 17 ans, en 20 heures de conduite, il va réussir à savoir conduire, en partant de rien. Une intelligence artificielle, si on la met dans la même condition, c'est un peu compliqué. Mais par contre, trouver des problématiques, faire de la stratégie, l'LLM et autres sont totalement capables.

Ce que je veux dire par là, c'est que j'invite tous ceux qui veulent tester, essayez d'avoir une grippe d'idées sur une société, sur un projet ou quoi que ce soit, et lancez des suites de questions à l'intelligence artificielle. Vous allez voir qu'elle va être capable de vous développer une stratégie de développement, des questionnements extrêmement poussés, qui permettent justement de se poser la question stratégique, par exemple des centrales nucléaires, comme ça a été le cas, de l'aérospatiale, de l'aéronautique, du ferroviaire, des stratégies économiques, tout cela. L'intelligence artificielle à travers les LLM est déjà à un niveau de compétence.

Encore une fois, c'est l'algorithmie, donc ce n'est pas si extraordinaire que ça pour elle, d'aller dans des réflexions que justement nos grands corps d'État ne font plus. Et c'est là où, pour moi, il y a peut-être matière à réflexion et à substitution. Mais c'était vraiment un point purement technique.

Stéphane, je t'en prie.

[Intervenant 3] (1:35:37 - 1:39:57)

Avant de rebondir, pour réorienter une question sur Paul-Antoine, je voudrais juste faire un retour d'expérience, puisque dans le cadre des ateliers constituants lexicaux, nous travaillons avec deux IA. Une première qui retranscrit et qui va retranscrire l'émission de

ce soir, donc qui va durer deux heures, et on en a qui font trois heures. Et cette IA, avec un taux de réussite de conversion, on va dire au-delà de 95%, en cinq minutes nous fait un verbatim.

C'est donc impressionnant d'efficacité et avec un petit peu de technique et un moteur de rejet de remplacement, on arrive à corriger très rapidement les erreurs. On peut avoir quasiment 100% de résultat, là encore avec un autre outil, et donc avoir un verbatim fiable. Dans un deuxième temps, ce que nous faisons, on demande à une autre IA, à l'IGPT pour la nommer, de faire une extraction dans le cadre de cette définition, puisque dans les ateliers constituant le cadre de cette définition, je dis pour Paul-Antoine s'il n'est pas au courant, nous réécrivons le sens des mots en préparation d'une éventuelle constitution citoyenne à venir, ce qui est le sens du travail d'Étienne depuis 20 ans maintenant. Quand on extrait ça, on arrive à avoir des extraits de nos émissions avec le mot clé qu'on lui demande, et donc d'avoir une liste exhaustive de propositions de définition.

Dans un troisième temps, on remouline avec l'IGPT et on lui demande de nous faire les propositions extraites des émissions de fait de nos intervenants. C'est là où on voit toute la limite, parce que je suis d'accord avec toi, Khalil, quand tu nous dis qu'effectivement une IA peut créer, mais encore faut-il savoir quel est le mot qu'on entend dans le mot de création, ou peut être force de stratégie, mais elle ne s'appuie que sur l'existant. Et à partir du moment où on doit avoir une interprétation ou un angle de vue qui ne peut être qu'une base d'opinion, à partir du moment où on a un prisme d'opinion, l'IA a toute sa limite, et donc on est obligé de faire intervenir une IH, une intelligence humaine, on en est arrivé à parler en acronyme pour parler de nous-mêmes, et donc on fait intervenir une IH, on se réunit à deux ou trois, et puis on s'occupe des propositions et des résultats. Mais le résultat final, et ce n'est pas une prise de décision, c'est juste une capacité à pouvoir, à travers un prisme d'opinion, dire « Tiens, cette définition, elle est intéressante, celle-ci c'est une redite, etc.

», l'IA n'est incapable de le faire. Donc ça, c'est à la fois terrifiant dans sa capacité, on sait qu'elle va s'auto-muter, s'auto-évaluer, et elle va forcément s'auto-augmenter, cette fameuse plus-value dont on nous parle, mais en même temps elle montre à la fois, et là aussi c'est rassurant, toutes ses limites. Et une IH n'a pas vocation à avoir des interactions sociales, une IH a pour vocation d'optimiser nos capacités éventuelles d'interaction sociale.

Je voulais juste compléter cette réflexion, je ne prétends pas détenir la vérité, parce que c'est juste un constat empirique de ce que nous faisons au quotidien, et on voit aussi que ça évolue à une vitesse incroyable, puisque chaque mise à jour, par exemple, de chaque GPT, la dernière mise à jour a augmenté de 80% les capacités d'analyse, puisqu'elle est quand même capable de faire une analyse, et l'analyse n'est pas de la réflexion.

Je voulais juste rebondir, sauf si Paul-Antoine veut se positionner par rapport à ça, sur la direction dans laquelle la réflexion de Paul-Antoine va, puisqu'on l'a bien compris, il est convaincu au regard de ses analyses, de ses écrits, que les parties ne sont pas la solution mais sont le problème, comme tu l'as dit Kali, dans lequel aujourd'hui, puisque tu es approché par différentes personnes pour rejoindre ton intellect brillant et ta réflexion et ton travail au service d'une éventuelle cause, dans certains types de parties en devenir ou déjà préexistant, pourquoi tu as refusé et vers quoi tu te diriges du coup au stade de ta réflexion et du travail que tu as fait ? Alors on vous voyait tout à l'heure, je suis désolé, je suis passé, je vous vois, on vous tutoie.

[Intervenant 1] (1:39:58 - 1:43:01)

Non, non, on se tutoie, c'est bien, c'est très bien. Un des premiers défauts que je vois chez les parties, ce que je dénonce et ce que j'ai constaté dans les grands corps d'État, c'est-à-dire qu'il y a un fonctionnement en caste qui est à mon sens extrêmement délétère et qui vient dévoyer les idées et qui les corrompt au fil du temps. C'est pour ça que le parti, j'y crois pas et moi je crois beaucoup plus à un moment donné, on m'a beaucoup posé la

question, mais quelles solutions verriez-vous, sachant que le système est quand même profondément bloqué, en tout cas à profondément dérivé.

À mon sens, c'est la seule solution parce qu'on ne peut pas retrouver... il faut arriver à permettre, à mon sens, et je vais faire un distinguo entre soulèvement et révolution, permettre un soulèvement du peuple. Qui retrouverait par ce soulèvement l'autorité qu'il n'aurait jamais dû perdre ou dont il n'aurait jamais dû se délester.

Je fais le distinguo avec révolution parce que pour moi la révolution n'est certainement pas une solution et elle est, à mon sens, beaucoup plus à donner les clés à ceux qui ont le pouvoir aujourd'hui, ou ceux qui manipulent le pouvoir aujourd'hui, pour encore plus asseoir un pouvoir demain. Et donc moi je pense avant tout à un soulèvement, un soulèvement pas général mais assez important du peuple pour retrouver un minimum d'éthique dans le fonctionnement de la gouvernance. On a vu à quel point le pouvoir a tremblé en 2018 et a profondément tremblé.

Et à mon sens la corruption est avant tout lâche et la corruption peut rapidement rentrer dans le rang lorsqu'elle constate que la masse monte en colère.

[Intervenant 2] (1:43:06 - 1:43:12)

Stéphane, est-ce que tu as d'autres précisions sur la réponse de Paul-Antoine ?

[Intervenant 3] (1:43:12 - 1:43:38)

Comment tu vois la concrétisation de ce soulèvement dans les faits ? Puisque tu emploies, on comprend bien la différence et la nuance et elle est grande entre un soulèvement et une révolution. Tu as même dit qu'il fallait se soulever donc se relever et reprendre une forme de fierté et de pouvoir, ça on l'entend.

Mais concrètement comment ça s'organise et comment tu vois la chose ?

[Intervenant 1] (1:43:40 - 1:44:45)

Ça ne s'organise pas parce que le soulèvement sera d'autant plus efficace qu'il n'est pas organisé au départ. Après il faut qu'il soit organisé mais il doit être, et c'est ce qu'on a vu avec les gilets jaunes, il doit être spontané. Moi j'ai vu sortir, et il y en a qui sont devenus des amis, des personnes de l'anonymat complet et qui sont devenus des leaders plus ou moins locaux, régionaux, nationaux et qui ont à chaque fois le sens du collectif, à chaque fois ne manifestent pas d'ambition personnelle et à chaque fois ont fait preuve d'éthique.

Et j'ai plutôt confiance dans ça, dans la capacité du soulèvement à générer les bonnes personnalités.

[Intervenant 3] (1:44:48 - 1:44:57)

Alors qu'est-ce qui ferait la différence entre un soulèvement réussi et un soulèvement avorté ou réprimé comme les gilets jaunes ?

[Intervenant 1] (1:45:27 - 1:45:51)

C'est ce qui a été un des ferments principaux de la chute du mouvement, à mon sens, c'est ce que j'ai vu de mon petit niveau. C'est un mouvement qui soit conscient des difficultés qu'il a face à lui. Mais ça reste extrêmement vaporeux, ce que je dis, j'en ai bien conscience.

[Intervenant 3] (1:45:53 - 1:46:15)

Oui, ça passe par une forme de diffusion de l'information, comme disait Alice tout à l'heure, d'une forme d'éveil et de compréhension par la grande masse et la majorité des gens, du constat qui nous permet de pouvoir rebondir et donc on en revient toujours à l'éternelle éducation populaire en fin de compte.

[Intervenant 1] (1:46:17 - 1:46:57)

Oui, il y a aussi cette compréhension des méthodes de ceux qui sont en face, qui sont des méthodes de corruption, des méthodes de zizanie, des méthodes de division, qui sont les méthodes que l'on connaît en permanence aujourd'hui, parce qu'on est en permanence dans l'atomisation de la société. Mais je ne dis rien là de très malin, on va dire. Je n'ai pas d'idée, on va dire, beaucoup plus développée que ça sur le sujet.

[Intervenant 2] (1:46:59 - 1:48:10)

Dans ce que vous décrivez tous les deux, il y a quand même un élément qui me semble être vraiment central, c'est l'accès à l'information libre, impartiale et pluraliste. C'est-à-dire que quand on reprend le mouvement des gilets jaunes, au départ il y a 80% de soutien et puis les médias font leur œuvre en dénigrant le mouvement avec plusieurs mots bien choisis qui permettent de cliver, de diviser, pour qu'au final il y ait, pour une partie de la population, un abandon du soutien de ce mouvement pour ne pas être amalgamé à ces mots qui font peur. Donc tant qu'il n'y aura pas un quatrième pouvoir qui récupérera une forme d'indépendance, ou tout du moins un quatrième pouvoir qui puisse être contesté par une autre branche de ce quatrième pouvoir.

C'est-à-dire que tant que les médias mainstream auront encore autant d'audimat et de pouvoir par ce biais-là, et que les médias alternatifs ou X, qui se veut être les médias du futur, ne sont encore que marginaux, le problème c'est que la masse restera forcément influençable et sous la domination de l'oligarchie.

[Intervenant 1] (1:48:12 - 1:49:11)

Oui, tu as complètement raison. Je pense qu'aujourd'hui, ce que j'expliquais, ce que j'exprimais sur Doxun il y a quelques jours, c'était vendredi, c'était la chose suivante, c'était qu'aujourd'hui, c'est pour ça qu'on n'est pas encore dans le totalitarisme, c'est une nuance bien sûr, parce qu'on n'a pas la répression physique, on n'a pas les enfermements, même si marginalement ça existe, mais on n'a pas cette police que les États totalitaires ont pu connaître.

Contre ce qu'on a, c'est la répression morale. On a ce fonctionnement par anathème, et c'est ce que tu disais par des mots bien choisis, qui est extrêmement efficace. Et ça, comme tu le disais, seuls les médias alternatifs pourront contrer ça.

[Intervenant 2] (1:49:13 - 1:50:55)

Oui, c'est là où je pense qu'on est. Vraiment, là, on est sur du débat presque sémantique. Je pense qu'on est en totalitarisme.

Pourquoi ? Parce que les sciences-livres ont permis à ceux qui détiennent le pouvoir aujourd'hui de comprendre que le totalitarisme à l'ancienne, qui affiche sa violence de façon vraiment systémique, presque compulsive, finalement déclenche sa fin très rapidement. Et ils ont compris que, finalement, la violence, quand elle doit être utilisée, c'est qu'elle est vraiment le dernier, dernier, dernier recours.

Et ils la présentent comme étant légitime, alors qu'elle ne l'est pas du tout. On l'a vu à chaque mouvement citoyen, que ce soit les Gilets jaunes ou pour les retraites, où il y a eu des violences policières, on ne peut pas les appeler autrement, et qui étaient renommées par une novlangue expliquant qu'il ne peut pas y avoir de violences policières au sein d'un État qui se veut démocratique, mais qui n'en a rien, parce que l'État détient la violence légitime et que quand il y a violence, c'est qu'elle est forcément légitime.

Ça n'empêche que, de mon point de vue, à partir du moment où l'individu n'est plus libre sur des principes qui sont pourtant fondamentaux, la liberté d'expression, la liberté de conscience, la liberté de disposer de son corps, ces choses-là n'existent plus en tant que telles, et donc, du coup, c'est la définition même d'un totalitarisme. La seule chose qui peut diverger de cette définition, c'est effectivement la violence systémique, presque compulsive, et du coup, on pourrait pour certains dire « du coup, on n'est pas dans un système totalitaire ». Je le comprends bien, mais je pense que ce n'est pas qu'ils ne le

veulent pas, c'est qu'ils ont conscience que ce serait contre-productif.

Stéphane, je t'en prie.

[Intervenant 3] (1:50:55 - 1:53:56)

Oui, alors, dans la droite ligne de ce que vous êtes en train de dire et de ce qu'a évoqué Paul-Antoine, tu vas régulièrement et tu existes, ce n'est pas péjoratif dans ma bouche, quasiment exclusivement que par des médias alternatifs. Je regardais tout à l'heure, tu fais 500 000 vues avec l'émission du Crayon, excellente émission, tu es souvent invité chez Toxin, tu as eu une excellente interview sur la chaîne Magnifique et Lucide et sur ce organe de presse, parce qu'on peut vraiment parler d'un organe de presse, d'Olivier Bellory, qu'on espère de nouveau avoir un jour dans notre émission, qui fait un travail extraordinaire. La diffusion de ton message et de ta pensée ne passe exclusivement aujourd'hui que par des médias dits alternatifs qui sont en train petit à petit de grignoter des parts de marché, si on en croit et si on peut faire confiance à la médiamétrie officielle.

J'y vois dans ces médias alternatifs, tout confondu, que ce soit des médias citoyens ou des médias de professionnels qui pour x raisons ont basculé de la presse décidante ou alternative ou résistante, comme certains veulent bien les appeler, j'y vois quand même une tendance à reproduire le schéma des partis. A ne donner que plus souvent la parole à des gens qui sont des penseurs, qui sont des universitaires, qui sont des fonctionnaires, parfois des hauts fonctionnaires, et qui eux montent une certaine réserve ou une critique efficace, ou en tout cas qui sont vrais sincères. Et on a l'impression que cette presse mainstream reproduit les mêmes schémas, et on entend que des gens qui parlent de partis.

Et on emploie aussi le mot « démocratie », alors beaucoup plus, pas du tout heureusement aussi dévoyé qu'on peut l'employer dans la presse d'État. Je constate, pour être un consommateur exclusif de cette forme de presse qui m'empêche et qui, avec tout le plaisir que ça peut me procurer, ne me donne pas nécessité de consulter l'autre presse officielle, puisque la presse alternative aujourd'hui n'existe que par réaction de ce qui existe et du constat et de la presse d'État. Est-ce que tu constates, toi, ou est-ce que c'est juste une impression personnelle qu'on est en train de reproduire les mêmes schémas dans la gestion de l'information ?

Est-ce que cette note d'espoir qui est de diffuser l'information et qui pourrait permettre justement à l'avènement d'une autre forme de citoyenneté et donc peut-être aussi à une mise en place d'une démocratie directe avec d'autres outils au niveau des communes, une autre façon de voir les choses pour préparer des présidentielles ou reprendre une forme de pouvoir ? Est-ce que tu vois pas là une reproduction qui risque de nuire à une forme de combat efficient ?

[Intervenant 1] (1:53:56 - 1:54:48)

Moi je fais pas le même constat, je trouve qu'il y a vraiment une grande ouverture au niveau des personnes qui sont interviewées sur toutes ces chaînes. Moi je trouve que c'est plutôt un panel assez vaste. Et on découvre régulièrement des personnes nouvelles.

Et je sais que par exemple, puisque tu évoquais Olivier Berruyer, il aime beaucoup trouver des gens à qui on n'a pas tendu le micro par exemple. Et c'est pour lui, comment dire, quelque chose de plus riche que d'interviewer toujours les mêmes qui ont pu passer par exemple sur les mainstream.

[Intervenant 3] (1:54:51 - 1:55:11)

C'est plutôt rassurant, ça veut dire que je deviens par un regard un peu biaisé, je n'y vois que ce que je veux bien y voir. J'entends ce point de vue, je ne sais pas si Kali par rapport à ça tu as ce même sentiment ?

[Intervenant 2] (1:55:11 - 1:56:54)

Je suis un petit peu entre vous deux, parce qu'il y a effectivement des médias qui vont en quelque sorte, par nécessité de survie suite à leur développement, rentrer dans ce schéma qui est d'essayer de recevoir les invités après qu'ils soient passés sur les médias du mainstream. Il y a d'autres médias qui eux au contraire sont vraiment dans la volonté de recevoir ceux qui ne sont pas sur les médias mainstream, de faire valoir une autre voie. Donc je pense qu'il y a suffisamment de pluralisme et ça pour moi c'est déjà le plus important.

Ce que n'offrent pas aujourd'hui les médias mainstream, c'est ce fameux pluralisme. Il n'y a pas de parole pour le Brexit, il n'y a pas de parole pour la démocratie réelle, il n'y a pas de parole pour la souveraineté citoyenne, il n'y a pas de parole pour mettre en exergue les corruptions du système. Donc le fait que sur les médias alternatifs il y ait ce pluralisme, je pense que c'est une bonne chose et c'est à nous d'aller rechercher, parce qu'il y en a une multitude, certaines qui émergent en permanence, c'est à nous d'aller rechercher ces médias qui justement ne vont pas vouloir être des suiveurs mais des précurseurs.

Il y en a suffisamment je pense. C'est ma conviction puisque j'en écoute quand même quelques-unes de temps en temps. Voilà pour moi.

Stéphane, concernant moi, j'ai eu l'ensemble des réponses qui étaient les miennes pour le moment concernant Paul Antoine. Si tu n'as pas d'autres questions, on va laisser le mot de la fin à Paul Antoine avant ensuite de présenter le programme à venir et de faire nos salutations habituelles de fin de Space.

[Intervenant 3] (1:56:54 - 1:57:33)

Oui, tout le monde s'est engagé de terminer à 23h. On pourrait encore discuter longtemps avec une personne aussi riche, mais on va respecter nos engagements. Je vais donc laisser la parole et la conclusion à Paul Antoine et le remercier chaleureusement de sa présence en espérant que nous aurons d'autres occasions de pouvoir l'inviter, soit en tant qu'invité pour la sortie de son prochain livre, soit éventuellement en tant qu'intervenant privilégié dans un débat que nous n'aurons pas éventuellement de lui soumettre.

Je te laisse la parole, Paul Antoine Martin, pour la conclusion éventuelle et peut-être un message que tu voudrais faire passer en conclusion.

[Intervenant 1] (1:57:33 - 1:59:38)

Merci beaucoup. Oui, j'avais limité pour être complètement transparent ce Space à deux heures parce que vous l'avez peut-être noté, mais je fatigue vite. Je fatigue très vite et ce n'est pas pour rien que mon prochain livre va parler de burnout.

J'ai un temps d'acuité qui est réduit par rapport à ce qu'il avait pu être auparavant. Ceci étant dit, c'est pour ça que je vais m'éclipser et je vais vous laisser continuer ce Space. C'est extrêmement intéressant.

Je vous remercie. Je vous ai découvert ce soir et je suis impressionné par la qualité de vos réflexions et de vos questions, de votre cheminement intellectuel, de votre expression. Vraiment, bravo.

C'est de très grande qualité. Je repars avec des questions. Je repars avec un questionnement sur ce que j'avais aussi construit au fil du temps pour l'améliorer, pour approfondir certains sujets que vous m'avez montrés.

Et que j'avais soit pas assez exploré, soit pas exploré du tout. Donc en cela, merci beaucoup. Et en tout cas, c'est de très grande qualité.

Sinon, le mot de la fin par rapport au sujet que nous avons abordé, c'est en faisant aussi ce genre de Space que l'on s'éclaire les uns les autres. Et en tout cas, je pense qu'on a encore du chemin à parcourir.

[Intervenant 2] (1:59:52 - 2:01:41)

Merci beaucoup Paul-Antoine Martin. Effectivement, on va te suivre et clôturer ce Space. J'invite et je rappelle à tous nos auditeurs et à ceux qui réécouteront ce Space, que ce soit sur X, que ce soit sur YouTube ou les autres plateformes, que effectivement, ton prochain ouvrage sort très prochainement et qu'on invite tout le monde à s'en rapprocher et à le découvrir.

On vous rappelle également que les prochains Space, nous aurons mardi prochain, Jean-Philippe Hubert pour Mossica, quand la démocratie directe devient gratuite. Le mardi suivant, le 25 février, nous aurons un débat ouvert tous ensemble sur l'association des mairies démocrates de France. Ensuite, le mardi suivant, nous aurons Jérôme Rodriguez, les gilets jaunes à la croisée de la démocratie.

Pour le reste, on vous précisera la suite de la programmation. Je vais faire mon petit laïus habituel pour vous rappeler que nous avons un long chemin devant nous, qu'il va falloir rallier les gens à cette idée qui suppose de livrer une série de combats. Ces combats, surtout au début, on ne les gagnera pas.

Les forces adverses ne vont pas se coucher dès qu'on brandira le drapeau de la démocratie. Elles vont riposter et elles vont gagner parce qu'elles sont plus fortes pour l'instant. Mais chaque fois qu'on perd en défendant un principe, celui-ci est rappelé à un plus grand nombre de personnes.

Chaque fois qu'un conflit aboutit à la défaite de ce qui est juste, ça donne envie à plus de gens de s'unir pour le défendre. C'est toujours cette dynamique qui amène les changements fondamentaux. Il faut accepter de perdre.

Nous devons perdre quelques combats pour gagner la lutte complète. Merci à tous d'avoir été présents sur ce Space. Encore merci Paul-Antoine Martin de ta présence et de ta disponibilité.

Merci Stéphane pour l'ensemble de tes interventions et tout ton travail pour Démocratie directe dont tu es l'initiateur. Je vous dis à tous bonne fin de semaine et à mardi prochain 21h avec Jean-Philippe Huber pour Mossica, quand la démocratie devient gratuite.

[Intervenant 3] (2:01:41 - 2:01:44)

Merci à tous les éditeurs.

[Intervenant 5] (2:01:44 - 2:02:05)

Au revoir.